

03-09-2026

Le 256



LEMAG

Lumière

Sans électricité disponible, les milliards du plan de développement resteront sur le papier

E-COMMERCE
EN TUNISIE

LA TUNISIE
QUI GAGNE

CULTURE

Carthage - Hammamet...

TALENTS & REUSSITES
MANAGERS 'S CORNER
MEMENTO
CULTURE
LIFESTYLE
REGARDS CROISES



E26

The Global Stage for the Circular Economy

NOVEMBRE
3 — 6, 2026

PARC DES
EXPOSITION
DE RIMINI, Italie

ECOMONDO

The green technology expo.

Organisé par

ITALIAN EXHIBITION GROUP
Providing the future

En collaboration avec



Ministero degli Affari Esteri
e della Cooperazione Internazionale

ITA
ITALIAN TRADE AGENCY

OpportunItaly

DEMANDEZ
VOTRE BILLET
GRATUIT ICI



ecomondo.com

EDITO 01

Sans électricité disponible, les milliards du plan de développement resteront sur le papier

A LA UNE 02

La Tunisie taxe-t-elle la fortune par manque de vision économique ?

SOCIETE 03

Moins d'enfants, plus de seniors
Pourquoi la démographie tunisienne va bouleverser notre économie

MEMENTO 04

- Secteur
- Entreprise
- Droit Des Affaires
- Le Guide
- Lexique



LA TUNISIE QUI GAGNE 05

Écotourisme
Défouli, la startup qui veut réinventer le modèle touristique tunisien

CULTURE 06

« Tierra Bendita »
L'Andalousie danse sous les pierres de Carthage

CHRONIQUE 07

Anatomie d'un État bloqué dans la « République du Tampon »

ENNAKL

A U T O M O B I L E S



S'ENGAGER AUJOURD'HUI POUR BÂTIR DEMAIN



ENVIRONNEMENTAL



SOCIAL



GOUVERNANCE

ENNAKL
OCCASIONS



SKODA



SEAT

PORSCHE



CUPRA



RENAULT
TRUCKS

ENNAKL
AUTOMOBILES

La Semaine ECO |

Sans électricité disponible, les milliards du plan de développement resteront sur le papier



Alors que le gouvernement déploie son plan de développement 2026-2030 fort de 100 milliards de dinars, la vulnérabilité énergétique du pays menace de paralyser ses ambitions. Entre arbitrages budgétaires rigides et chocs mondiaux, la continuité électrique s'impose comme le

véritable prérequis à la souveraineté et à l'attractivité nationale.

Le Pouls Économique sous la Pression du Choc Énergétique

La situation macroéconomique tunisienne présente une dualité trompeuse. D'un côté, la perspective stable maintenue par l'agence Moody's sur la

dette souveraine témoigne d'une certaine résilience : les réserves de change résistent, portées par l'envolée des transferts de la diaspora et les exportations agricoles. De l'autre, la rigidité budgétaire structurelle — alimentée par une dette publique élevée, une masse salariale massive et le poids des subventions — limite considérablement la marge de manœuvre de l'État.

Au cœur de cette fragilité figure la dépendance énergétique : l'envolée de 38 % des importations d'énergie entre janvier et mai 2026 est venue fragiliser directement la balance commerciale et les finances publiques. Dans ce contexte, l'électricité cesse d'être une simple commodité pour devenir le nœud coulant de l'économie.

Sans une alimentation fiable et prévisible, le plan de développement 2026-2030 — fort de 101,8 milliards de dinars et de plus de 21 000 projets — risque de rester un catalogue de promesses théoriques. Atteindre l'objectif de 35 % d'énergies renouvelables d'ici 2030 exige non seulement d'installer des mégawatts, mais surtout de garantir la stabilité et la flexibilité du réseau en temps réel.

Le Coût Caché de l'Instabilité Électrique

Le débat international sur l'énergie ne se cantonne plus au coût du kilowattheure ou à la transition décarbonée ; il intègre désormais la fiabilité physique des réseaux comme variable stratégique. De la panne géante survenue en Europe du Sud en 2025 aux tensions hydrauliques provoquées par les sécheresses de l'été 2026, les exemples récents démontrent qu'une rupture de courant paralyse instantanément

l'ensemble des chaînes de valeur, des télécommunications aux flux financiers.

Pour les entreprises, la qualité de l'approvisionnement conditionne directement les décisions d'investissement. Une électricité à bas coût mais sujette à des micro-coupures s'avère au final bien plus onéreuse qu'un tarif ajusté offrant une alimentation continue, car elle impose des investissements défensifs dans des équipements de secours et détruit la productivité. La sécurité énergétique tunisienne repose ainsi sur un équilibre à quatre piliers : production suffisante, acheminement fiable, équilibrage dynamique du réseau et soutenabilité tarifaire pour le tissu industriel.

Quatre Leviers de Croissance Dépendants du Courant

Pour transformer ses ambitions en croissance effective, la Tunisie dispose de quatre leviers majeurs dont la réussite dépend intégralement de sa maturité énergétique :

- **L'ambition logistique africaine :** La concrétisation de projets structurants comme la Transafricaine 3 exige des zones industrielles, des hubs numériques et des chaînes du froid parfaitement électrifiées.

- **La mobilisation de la diaspora :** Attirer les capitaux des Tunisiens de l'étranger (dont les envois approchent les 9 milliards de dinars) vers des investissements productifs nécessite de garantir la viabilité technique des sites d'implantation. Les flux de la diaspora pourraient d'ailleurs alimenter des fonds dédiés au solaire industriel et à l'efficacité énergétique.
- **La sélectivité des marchés financiers :** À la Bourse de Tunis, la valorisation future des entreprises intégrera de plus en plus leur capacité d'autonomie et de maîtrise de leur empreinte énergétique.
- **L'agilité régionale face aux géants voisins :** Ne disposant ni de l'échelle des infrastructures renouvelables du Maroc, ni des ressources en hydrocarbures de l'Algérie, la Tunisie doit miser sur l'agilité institutionnelle : procédures accélérées pour l'autoproduction, ciblage intelligent des subventions et modernisation ciblée du réseau électrique.

L'électricité disponible n'est pas une conséquence du développement. Elle en est le préalable.

Kiosque Numérique



La Tunisie taxe-t-elle la fortune par manque de vision économique ?



La polémique ravivée par l'élargissement de l'impôt sur la fortune en Tunisie dépasse les simples clivages idéologiques pour poser une question existentielle : le pays souffre-t-il

d'un déficit de recettes fiscales ou d'une paralysie de sa création de richesse ? Alors que l'État s'entête à utiliser le levier fiscal pour colmater ses brèches budgétaires sans refondre son appareil

productif, cette approche montre ses limites structurelles. Analyse d'une impasse stratégique et des voies d'une réelle souveraineté économique.

1. La confusion des échelles et le piège du signal politique

Avant toute analyse de fond, il importe de rectifier une erreur factuelle majeure relayée dans le débat public : la mesure fiscale révisée ne vise pas des patrimoines colossaux de 1 à 1,7 milliard de dollars, mais bien des actifs compris entre 1 et 1,7 million de dollars. Il s'agit donc d'un prélèvement ciblant la classe moyenne supérieure et les ménages aisés, et non une oligarchie financière intouchable. Dans un contexte de déficit budgétaire chronique et d'une économie informelle captant près de 40 % de l'activité, cette initiative s'apparente davantage à un signal politique qu'à un levier de redistribution massive. Chercher à extraire des ressources supplémentaires d'un tissu formel déjà sous pression revient à traiter la fièvre sans s'attaquer à l'infection.

90 %

**Poids de la fiscalité
dans le budget
de l'État**

« **La défense d'une patrie ne se limite pas à la protection des frontières, mais inclut la protection de l'économie et le soutien à la productivité.** »

2. Le dogme du prélèvement face à la panne de productivité

En concentrant plus de 90 % des ressources du budget national dans la fiscalité, l'État tunisien taxe abondamment mais produit insuffisamment. Le risque majeur n'est pas le principe d'équité fiscale en soi, mais l'illusion que l'impôt peut suppléer au manque d'investissement, d'innovation et d'exportation. Surcharger l'économie réglementée tout en laissant prospérer le secteur informel fragilise les acteurs vertueux et incite au mirage de la fuite des capitaux. L'urgence économique ne réside pas dans la captation de la valeur existante, mais dans l'instauration d'un cadre propre à en générer de nouvelle.

3. La dérive des entreprises publiques et l'impératif de restructuration

Le cœur du problème économique tunisien réside dans la baisse continue de productivité de ses établissements publics, transformés au fil du temps en structures d'« emploi social ». L'hypertrophie de la masse salariale au regard de la valeur réellement produite étouffe les finances publiques et transforme ces entités en centres de coûts. Face à cette situation, la restructuration devient un impératif d'efficacité économique. Celle-ci ne doit pas s'entendre comme un plan de licenciements massifs, mais comme un redéploiement stratégique des compétences. La création d'un pôle national de qualification des ressources humaines permettrait de réorienter les effectifs vers les secteurs stratégiques et de restaurer la culture du travail.

« **Une part importante de la crise économique et financière provient de la faible productivité de plusieurs entreprises et établissements publics et de l'enflure de la masse salariale.** »

« La souveraineté ne se décrète pas : elle se construit par la capacité à créer de la richesse, et non à la taxer. »

4. Redéfinir la souveraineté par la création de valeur

La souveraineté nationale ne saurait se limiter à la défense des frontières physiques ; elle s'étend à la protection du tissu économique

et à la hausse de la productivité. Comme l'illustre la pensée de l'homme politique Benjamin Constant, l'excès de pression fiscale risque d'altérer l'ordre moral et l'initiative individuelle. L'impôt sur la fortune ne sera une mesure utile que s'il s'accompagne d'une refonte globale de la gouvernance publique. Sans une transformation profonde de la gestion de l'État, les prélèvements supplémentaires se borneront à retarder les échéances sans résoudre les déséquilibres fondamentaux.

en bref

- **Correction de cadrage :** La mesure vise les patrimoines de 1 à 1,7 million de dollars (et non des milliards), ciblant une frange aisée sans constituer un choc redistributif majeur.
- **Pression sur le secteur formel :** Avec des recettes budgétaires issues à plus de 90 % de la fiscalité, accentuer la pression risque de pénaliser les acteurs formels face à un secteur informel estimé à 40 %.
- **Crise de productivité publique :** L'alourdissement de la masse salariale au sein d'entreprises publiques à faible rendement constitue le véritable nœud du déficit budgétaire.
- **Levier de restructuration :** La mise en place d'un pôle national de requalification des ressources humaines est proposée pour transformer la dépense sociale en capacité productive.
- **Redéfinition de la souveraineté :** La pérennité économique dépend de la capacité à stimuler l'investissement et la création de richesse plutôt que de multiplier les ajustements fiscaux.

Nouveau
AUTOMOBILE
2025

Thermique,
Hybride,
Electrique

marques,
innovations,
chiffres clés !



www.webmanagercenter.com



Anatomie d'une crise de confiance sous perfusion statistique



Derrière les indicateurs macroéconomiques officiels affichant un semblant de reprise, l'économie tunisienne fait face à un essoufflement structurel profond. Entre démission du marché du travail, opacité des comptes publics et fragilité institutionnelle face aux chocs extérieurs, la crise actuelle est avant tout une crise de la gouvernance et de l'État de droit économique.

Décryptage d'un modèle sous perfusion qui peine à restaurer la confiance des citoyens et des investisseurs.

La croissance en trompe-l'œil et le retrait des forces vives

L'annonce d'une croissance du PIB de +2,6 % au premier trimestre 2026 est présentée comme un signal de redressement. Pourtant, la dynamique sous-jacente livre une réalité tout autre : sur un rythme trimestriel, le PIB se replie

de -0,3 %, tandis que la part des activités marchandes s'effondre à 74,7 %, son plus bas niveau en cinq ans. Comme le fait observer l'économiste Hachemi Alaya, cette croissance administrée repose sur la dépense publique plutôt que sur la création de valeur privée. Elle s'avère incapable d'endiguer l'érosion du pouvoir d'achat face à une inflation alimentaire devenue structurelle, contraignant les ménages à des arbitrages de consommation sévères.

Ce blocage de l'appareil productif se traduit par une crise sociale systémique. Le taux d'activité s'établit désormais à 45,9 % — un plus bas historique qui signifie que moins de la moitié des Tunisiens en âge de travailler participent au marché du travail formel. La baisse apparente du chômage dissimule en réalité le retrait massif des jeunes, des femmes et des diplômés vers l'économie informelle ou l'émigration.

Le déclin de la gouvernance et le maquillage des chiffres

Le décrochage institutionnel du pays se confirme dans les évaluations internationales. Dans l'édition de mai 2026 du

Chandler Good Government Index, la Tunisie recule de 10 places pour se hisser à la 105e position sur 133 pays, se classant au dernier rang en Afrique du Nord. Ce repli reflète l'instabilité des règles juridiques, l'arbitraire administratif et l'incapacité de l'État à créer un cadre prévisible pour l'investissement privé.

Hachemi Alaya : « On donne l'impression d'un succès économique que les citoyens ne retrouvent ni dans leurs revenus, ni sur les états »

À ce déficit de gouvernance s'ajoute une remise en cause de la sincérité des statistiques publiques. L'analyste Abdelbasset Sammari souligne l'impact des biais méthodologiques dans le calcul du commerce extérieur, où l'intégration des exportations des entreprises offshore — ne réinjectant pas leurs devises dans le circuit national — masque l'ampleur du déficit commercial réel, estimé à 38,7 milliards de dinars contre 25,2 milliards affichés en 2022. Parallèlement, l'incapacité de l'État à imposer la publication des bilans financiers aux entreprises publiques dégrade la crédibilité de la puissance publique.

Vulnérabilité externe et urgence de l'État de droit

Cette fragilité interne prive le pays de défenses face aux détériorations de la conjoncture internationale. Comme le rappelle l'économiste Mokhtar Lamari, la contraction économique subie par l'Union européenne — principal partenaire commercial de la Tunisie — expose directement le pays à une inflation importée et à un affaiblissement des flux touristiques et d'investissements directs étrangers.

Sans leviers budgétaires ni marge de manœuvre monétaire, la trajectoire de redressement ne réside pas dans des ajustements de façade. Elle exige le rétablissement rigoureux

Abdelbasset Sammari:
« On ne peut bâtir une économie solide sur des indicateurs trompeurs »
Vulnérabilité externe et urgence de l'État de droit

de l'État de droit économique : transparence intégrale des comptes publics, mise en conformité des entreprises d'État, fiabilité de l'appareil statistique et protection juridique garantie pour les opérateurs économiques.

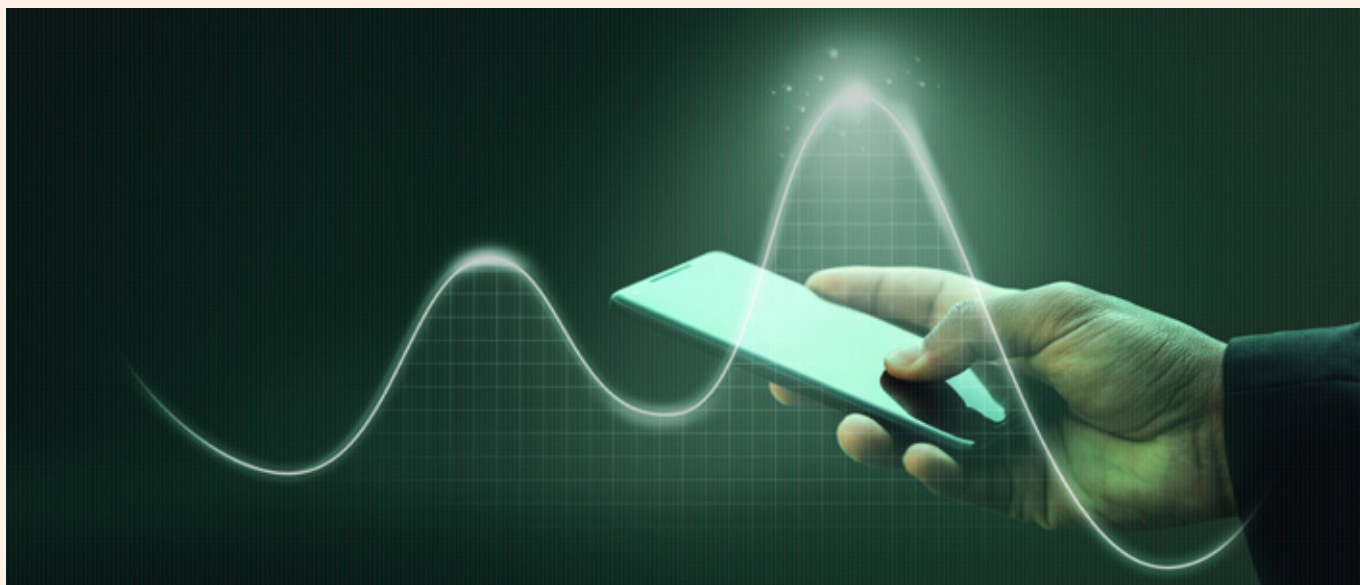
[Lire l'article en ligne](#) - Auteur: Amel BelHadj Ali

en bref

- **Croissance en trompe-l'œil** : Malgré un taux annuel affiché à +2,6 % au T1 2026, le PIB réel enregistre un repli de -0,3 % par rapport au trimestre précédent.
- **Déconnexion du marché du travail** : Le taux d'activité chute à 45,9 %, traduisant un retrait massif des forces vives et l'expansion du secteur informel.
- **Chute de l'indice de gouvernance** : La Tunisie descend à la 105e place mondiale dans le Chandler Good Government Index 2026 (dernière en Afrique du Nord).
- **Biais statistiques majeurs** : La prise en compte des entreprises offshore sans rapatriement de devises fausse la mesure réelle du déficit commercial.
- **Choc externe européen** : L'atonie économique de la zone euro aggrave la vulnérabilité d'une économie tunisienne sous perfusion et sans réformes de fond.

E-commerce en Tunisie |

Comment réguler le secteur sans étouffer la croissance numérique?



Le commerce électronique tunisien connaît une accélération sans précédent. Si cet essor constitue un vecteur d'inclusion financière et d'employabilité pour une nouvelle génération de micro-entrepreneurs, il souffre d'un vide juridique propice aux dérives : contrefaçon, publicité mensongère et fraude massive. Face à cette anarchie numérique, le projet de loi n°42/2024 entend encadrer plus de 1 250 sites web et pages sur les réseaux sociaux. L'enjeu est de taille : transformer un marché informel en un véritable moteur de croissance inclusive, sans pour autant asphyxier l'initiative privée sous le poids de la coercition.

1. La métamorphose d'un marché sous l'emprise du cash

L'essor du e-commerce tunisien s'est heurté à un obstacle structurel majeur : la culture du paiement à la livraison. Les données officielles du ministère du Commerce révèlent que 80 % des transactions financières du secteur s'effectuent encore en espèces. Ce recours massif au cash marginalise le circuit bancaire et favorise l'expansion du marché parallèle, qui capte 35 % du volume global des échanges en ligne, et jusqu'à 60 % dans le secteur de l'habillement et du textile. Cette opacité pénalise

les entreprises vertueuses et prive l'État de recettes fiscales stratégiques.

« Le e-commerce est le moteur de croissance de demain, à condition d'assainir ses circuits. »

2. Le projet de loi n°42/2024: structurer les plateformes et la logistique

Examinée le 2 juin 2026 par la Commission de l'organisation administrative et de la digitalisation, la proposition de loi

n°42/2024 ambitionne de tracer un cadre réglementaire strict pour les activités de promotion et de vente à distance. Au-delà de l'identification obligatoire des propriétaires de sites, le texte vise à intégrer l'ensemble de la chaîne de valeur, en particulier les sociétés de livraison et de services logistiques, maillons indispensables entre acheteurs et vendeurs. En encadrant ces intermédiaires, le législateur cherche à garantir la traçabilité des flux financiers et la protection des droits du consommateur.

80 %
Part du paiement
en espèces
à la livraison

3. Le plaidoyer des professionnels pour un choc d'attractivité fiscale

Auditionnée lors des travaux parlementaires, la Chambre syndicale nationale du commerce électronique (UTICA) milite pour une réorientation stratégique du texte. Pour les représentants du secteur, l'intégration des acteurs informels dans l'économie officielle ne s'obtiendra pas par la contrainte, mais par l'attractivité.

« La principale problématique réside davantage dans l'application des textes que dans leur contenu juridique. »

Ils réclament des exonérations ciblées et un régime fiscal simplifié pour inciter les jeunes créateurs et les PME à sortir de l'ombre. L'instauration d'avantages fiscaux spécifiques au paiement électronique apparaît comme le préalable indispensable à la numérisation des paiements.

4. Réduire le volet répressif

pour réussir l'application sur le terrain

Le Conseil bancaire et financier (CBF) et l'Organisation nationale des entrepreneurs s'accordent sur un point critique : l'arsenal répressif envisagé par la proposition de loi risque d'être contre-productif. Un cadre juridique trop punitif dissuaderait la formalisation des micro-entreprises, tout en se heurtant aux limites opérationnelles des contrôles sur les réseaux sociaux. L'efficacité de la réforme reposera sur un équilibre subtil entre incitations fiscales, accompagnement des acteurs et régulation pragmatique, car le véritable défi réside moins dans la rigidité des lois que dans leur applicabilité réelle.

en bref

- **Cadre réglementaire** : Le projet de loi n°42/2024 vise à encadrer le marketing et la vente en ligne sur plus de 1 250 sites et plateformes sociales.
- **Prédominance du cash** : 80 % des paiements s'effectuent à la livraison, maintenant une opacité financière favorable au secteur informel.
- **Fuite fiscale sectorielle** : L'économie parallèle absorbe jusqu'à 60 % des transactions numériques dans le secteur du textile et de l'habillement.
- **Revendications de l'UTICA** : Les professionnels demandent un régime fiscal incitatif et des allègements pour encourager l'adhésion au circuit officiel.
- **Avertissement du CBF** : Les représentants bancaires appellent à assouplir le volet répressif pour privilégier l'accompagnement et l'efficacité des contrôles.

PAIEMENTS

La carte bancaire gagne du terrain face au cash

85,4 MILLIONS
D'OPÉRATIONS

+9,8 % sur un an



15,425
milliards DT
+11,2 %



6,151
millions de cartes
+5,1 %



3 427
DAB/GAB
+3,8 %



PART DES PAIEMENTS

38 % S1 2025
42 % S1 2026

EN VALEUR

23 % → 25 %



LE SIGNAL CLÉ

Le paiement gagne du terrain face au cash

PAIEMENTS

Le paiement électronique accélère ses usages



E-PAIEMENT



10,3 MILLIONS
de transactions
+22,1 %



771,4 millions DT
+28,1 %



1 456 sites marchands actifs
+19,7 %

PAIEMENTS DE PROXIMITÉ



25,3 MILLIONS
d'opérations
+18,8 %



3,064 milliards DT
+16,6 %



45 600 TPE
+5,7 %

LES USAGES PLUS VITE QUE L'ÉQUIPEMENT



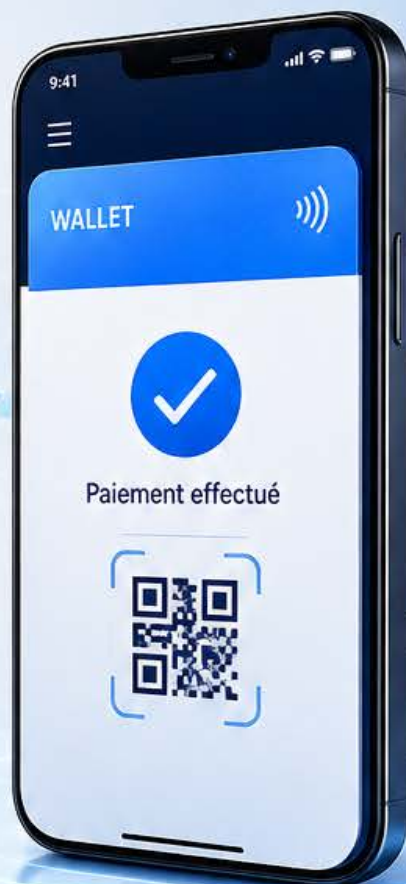
LE SIGNAL CLÉ

Une accélération des usages, et plus seulement de l'équipement

MOBILE PAYMENT

Le paiement mobile change d'échelle

5 MILLIONS
DE TRANSACTIONS
+31,5 %



914,2
millions DT
+17,7 %

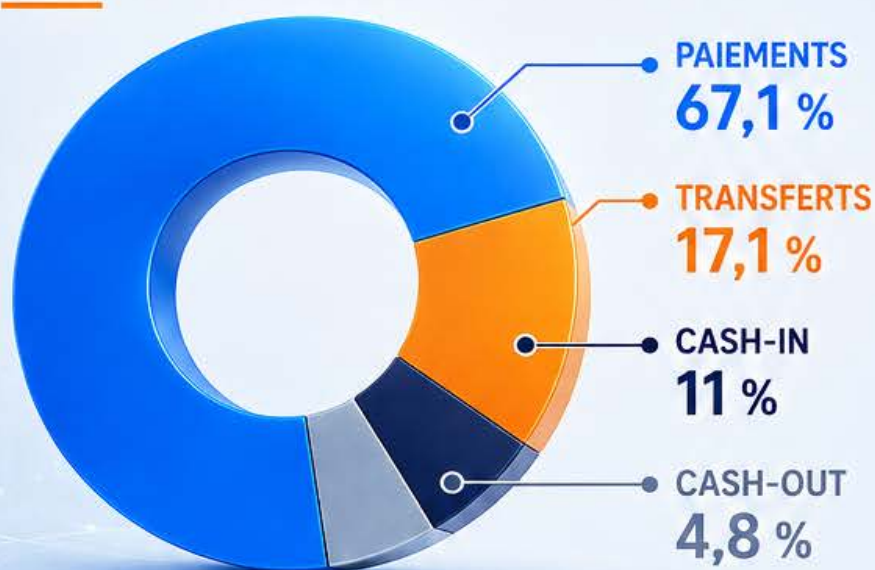


512 000
wallets
+16,4 %



18
PSP

RÉPARTITION DES OPÉRATIONS



EN VALEUR

62 %

des montants
sont des paiements



LE SIGNAL CLÉ

De l'expérimentation à une logique d'écosystème

Le chèque recule, les flux digitaux avancent



30,1

MILLIONS
D'OPÉRATIONS

+5,3 %



109,6

milliards DT

+3,6 %



VIREMENTS

64,9 % DU VOLUME TOTAL

INSTRUMENT DOMINANT

LA RECOMPOSITION DES FLUX



PRÉLÈVEMENTS

4,5

millions d'opérations

+19,1 %

16,5

milliards DT

+10,6 %



VIREMENTS

19,5

millions d'opérations

+5,2 %

40,865

milliards DT

+8,4 %



CHÈQUES

3,6

millions d'opérations

-10,7 %

24,15

milliards DT

-12,5 %



LETTRES DE CHANGE

28,1

milliards DT

+9,7 %



LE SIGNAL CLÉ

Le recul du chèque accompagne
la mutation des paiements interbancaires

À Istanbul, Tunis ouvre la porte, mais garde la clé



La Tunisie assure qu'elle est prête à accueillir les capitaux turcs dans presque tous les secteurs. Une générosité qui mérite d'être observée de près : lorsqu'un pays ouvre toutes les portes à la fois, c'est souvent que certaines pièces comptent davantage que les autres.

À Istanbul, tout était en place pour une opération de séduction bien réglée. Une délégation tunisienne réunissant la FIPA, la Banque centrale de Tunisie et une trentaine d'opérateurs économiques, des représentants turcs, des organisations patronales, des discours sur les

opportunités et, bien entendu, l'inévitable promesse d'un partenariat « gagnant-gagnant ». Dans le vocabulaire de la diplomatie économique, le gagnant-gagnant est une formule pratique. Elle permet de gagner du temps avant de savoir qui gagnera quoi.

Du 29 au 31 juillet 2026, Tunis a donc déroulé à Istanbul le catalogue habituel de ses avantages : proximité de l'Europe, ouverture sur l'Afrique, compétences disponibles et coûts compétitifs. Une sorte de plateforme idéale, située exactement entre plusieurs marchés — et parfois entre

plusieurs réformes.

La liste des secteurs proposés aux investisseurs turcs était suffisamment large pour ne fâcher personne : industrie, énergie, technologies, agroalimentaire, logistique et services. Mais les rencontres organisées en marge du forum semblent raconter une histoire plus précise. L'énergie, les infrastructures et les technologies ont manifestement bénéficié d'un accès privilégié aux coulisses.

L'énergie, ou l'art d'inviter celui qui peut payer l'addition

L'énergie s'impose presque naturellement. La Tunisie doit réduire sa dépendance aux importations, développer les renouvelables et moderniser ses équipements. Les besoins sont importants, les financements plus rares et le calendrier peu disposé à attendre.

Face à elle, la Turquie dispose de groupes actifs dans la production électrique, l'ingénierie et les infrastructures. Sur le papier, la rencontre paraît donc évidente : la Tunisie possède les besoins, la Turquie certaines solutions et les investisseurs espèrent, comme toujours, que l'État possède les garanties.

Reste une question que les forums préfèrent généralement laisser à l'entrée de la salle : Tunis cherche-t-elle des capitaux patients, des constructeurs, des fournisseurs ou simplement des projets rapidement annonçables ?

La réponse viendra moins des discours que des contrats. Dans ce domaine, un protocole d'accord est souvent une promesse de réfléchir sérieusement à la possibilité de discuter davantage.

La technologie, vitrine moderne et plomberie financière

Le numérique est l'autre grand décor de cette offensive. La

Tunisie possède des ingénieurs, des entreprises technologiques et une proximité géographique avec l'Europe. Elle peut donc proposer aux groupes turcs une base de développement, d'exportation ou de services tournée vers plusieurs marchés.

La présentation est séduisante. Elle devient plus délicate lorsque la conversation quitte les incubateurs pour aborder les transferts financiers, la réglementation, les autorisations et la sécurité juridique.

La présence de la Banque centrale dans la délégation prend ici tout son sens. L'innovation attire les photographes, mais les investisseurs continuent de poser des questions très anciennes : comment transférer les fonds, rapatrier les revenus et prévoir les règles applicables dans trois ou cinq ans ?

Ce sont rarement les questions les plus applaudies. Ce sont souvent les seules qui comptent.

La logistique, ce grand projet toujours prêt à partir

La Tunisie souhaite également devenir une plateforme entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. L'ambition est ancienne, solide et régulièrement remise à neuf.

La logistique pourrait intéresser

les groupes turcs présents dans le transport, les infrastructures portuaires et les services industriels. Mais une plateforme ne se décrète pas dans un hôtel d'Istanbul. Elle se mesure à la vitesse de traitement des marchandises, à la fiabilité des ports, à la simplicité des formalités et au respect des délais.

Autrement dit, la géographie tunisienne constitue un avantage. L'administration doit encore éviter de le transformer en test d'endurance.

Le forum d'Istanbul n'a pas livré de portefeuille public de projets chiffrés ni de grande annonce susceptible de bouleverser les flux d'investissement. Il a cependant révélé une orientation : Tunis cherche des partenaires capables de financer des actifs lourds, d'apporter des technologies et de connecter le pays à de nouveaux marchés.

Les intentions sont donc affichées. Les secteurs prioritaires commencent à apparaître. Il reste désormais la partie la moins cérémonielle : les montants, les garanties, les délais et les réalisations.

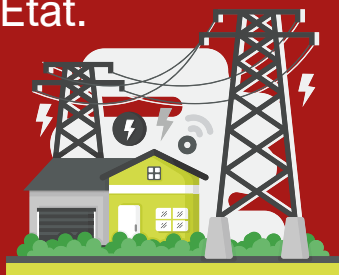
Car en diplomatie économique, tout le monde vient pour couper le ruban. Beaucoup moins pour régler la facture.

Des Chiffres

+38 %

La dépendance énergétique se renchérit

Les importations d'énergie ont bondi de 38 % entre janvier et mai 2026. Cette progression pèse directement sur la balance commerciale et réduit les marges budgétaires de l'État.



1,54

La fécondité sous le seuil de renouvellement

L'indice de fécondité est tombé à 1,54 enfant par femme en 2024, contre plus de 3 en 1994. Cette chute rapide accélère le vieillissement et transforme durablement la structure de la population.



Les potiers de Seuls 52 % des seniors disposent d'une couverture sociale globale, malgré une couverture sanitaire atteignant 88 %.

101,8 milliards

Le plan de développement sous contrainte énergétique.

Le programme 2026-2030 mobilise 101,8 milliards de dinars. Sa matérialisation dépend toutefois de la capacité du système électrique à accompagner les investissements programmés.



90 %

Un budget massivement dépendant de l'impôt

Plus de 90 % des ressources du budget national proviennent de la fiscalité. Cette concentration alimente le débat sur les limites d'un modèle reposant davantage sur le prélèvement que sur l'élargissement de la base productive.



2 020 772

Le cap des deux millions est franchi

La Tunisie compte 2 020 772 personnes âgées de 60 ans et plus, soit 16,88 % de la population. Cette masse démographique redessine les besoins en santé, protection sociale et services spécialisés.



Amara Bouzayani |

« Le LAB d'innovation de la BT sera un moteur de transformation et d'émergence des talents »



Créé pour renforcer la culture digitale et rapprocher la Banque de Tunisie de l'écosystème entrepreneurial, le LAB d'innovation de la BT s'est progressivement affirmé comme un véritable espace d'expérimentation, d'innovation et d'ouverture. Amara Bouzayani souligne que

cette dynamique s'inscrit désormais dans une vision plus globale à travers LABTINNOV, le laboratoire d'innovation durable de la BT, conçu comme un cadre structuré permettant de tester, affiner et déployer des solutions à fort impact technologique, social et environnemental.

Selon lui, LABTINNOV est né avec une double vocation : renforcer la culture digitale en interne et ouvrir la banque aux startups, aux institutions académiques et aux experts sectoriels. Cette plateforme collaborative permet de mobiliser un écosystème varié autour de problématiques concrètes, en adoptant des approches agiles centrées sur l'expérimentation. L'objectif est clair: faire émerger des solutions innovantes adaptées aux besoins du terrain, qu'il s'agisse de sécurité, de finance durable, de transformation digitale ou d'inclusion.

Acculturation digitale et créativité interne

En interne, LABTINNOV multiplie les initiatives pour préparer les collaborateurs aux mutations technologiques. Webinaires, ateliers thématiques, événements autour de l'intelligence artificielle: la banque veut diffuser une culture digitale vivante et accessible. En 2025, un premier concours d'innovation interne a été lancé. Parmi les projets proposés, celui d'une jeune

collaboratrice, basé sur l'IA, a été retenu et est aujourd'hui en phase de réalisation.

Cette dynamique créative ne se limite pas au digital. En décembre 2025, la BT a organisé un concours de peinture destiné aux collaborateurs, illustrant une volonté plus large : faire de l'innovation un état d'esprit, pas seulement une technologie.



« Nous voulons que LABTINNOV soit un catalyseur d'idées et un tremplin pour les talents. »

Un incubateur de start-up à impact

Depuis sa création, LABTINNOV a accueilli des startups prometteuses, nous pouvons citer:

- **Gewinner** (labellisé Startup Act) qui a développé Moovbrain, un système intelligent qui transforme les fauteuils roulants électriques standards en fauteuils roulants intelligents commandés par gestes, clignement des yeux ou concentration cérébrale grâce à l'intelligence artificielle. La BT a financé des prototypes destinés à des bénéficiaires et envisage un accompagnement via sa filiale de capital-risque.

- **Smart For Green** : une solution de détection précoce des incendies dans les champs et forêts, basée sur l'IA. La BT a participé à

l'installation, à la forêt de RAS JEBEL, d'équipement intelligent de surveillance forestière basé sur IA et caméras.

Un autre Poc a été développé pour la surveillance des locaux sensibles de la Banque.

- **Proverdy** : spécialisée dans le calcul de l'empreinte carbone avec des outils IA. La BT a été la première banque à adopter la solution (Early adopter), testée sur des données réelles, ouvrant la voie à une généralisation auprès des filiales du Groupe BT et des clients exportateurs.



« La BT a été la première banque à adopter la solution [Proverdy], testée sur des données réelles, ouvrant la voie à une généralisation auprès des filiales. »

Pour Amara Bouzayani, ces exemples démontrent que l'innovation peut être technologique, sociale et écologique à la fois. LABTINNOV joue ici un rôle clé : offrir un environnement d'expérimentation, de mentorat et de mise en relation, tout en permettant à la banque d'intégrer des solutions alignées avec sa stratégie d'innovation durable.

COMESA

Entre 2019 et 2025, les exportations tunisiennes vers les pays du COMESA ont progressé de 50,2 %, passant de 1,9 à 2,86 milliards de dinars, après un pic supérieur à 3 milliards en 2023.

Les importations ont parallèlement augmenté de près de 39 %, de 1,69 à plus de 2,06 milliards de dinars. Selon le ministre du Commerce, Samir Abid, cette dynamique traduit l'intégration croissante de la Tunisie dans l'espace économique africain.

Le gouvernement entend poursuivre la numérisation des services, la simplification des procédures et l'amélioration du climat des affaires. Il souhaite également mobiliser le secteur privé, les institutions financières et le COMESA pour soutenir les PME et les start-up, développer les chaînes de valeur régionales et accompagner les objectifs de la ZLECAF.

« L'innovation peut être technologique, sociale et écologique à la fois. »

Un accompagnement sur mesure et un renouvellement continu

La BT accompagne les startups incubées jusqu'à leur maturité. Une fois leurs levées de fonds réussies, elles deviennent autonomes, laissant la place à de nouvelles initiatives. Ce renouvellement régulier permet d'intégrer des projets plus directement liés à l'activité bancaire, notamment autour de la sécurité des données, de la finance verte ou de l'optimisation des processus internes.

LABTINNOV s'inscrit ainsi dans une logique de continuité : accélérer l'innovation tout en renforçant l'impact social et environnemental.

« Un catalyseur d'innovation »

Pour Amara Bouzeyani, LABTINNOV est un espace où les collaborateurs s'approprient les nouvelles technologies, où les startups trouvent un terrain d'expérimentation réel, et où la banque construit des solutions durables, utiles et scalables. Il résume cette ambition en une phrase : « Nous voulons que LABTINNOV soit un catalyseur d'idées et un tremplin pour les talents. »

Amel Belhadj Ali

en bref

- **Vision Intégrée** : LABTINNOV unifie sous une même bannière l'acculturation numérique interne et l'incubation de solutions durables.
- **IA Inclusive** : Financement de prototypes Moovbrain (startup Gewinner) pour piloter des fauteuils roulants par la pensée ou les gestes.
- **Surveillance Éco-Intelligente** : Partenariat avec Smart For Green pour déployer des caméras IA contre les incendies à Ras Jebel et sécuriser les locaux de la BT.
- **Pionnier Carbone** : Adoption en avant-première de la solution Proverdy pour mesurer l'empreinte carbone, bientôt étendue aux filiales et clients exportateurs.
- **Gouvernance Agile** : Rotation des startups après leurs levées de fonds pour intégrer en continu des innovations en cybersécurité et finance verte.

Nouveau
AUTOMOBILE
2025

Thermique,
Hybride,
Electrique

marques,
innovations,
chiffres clés !



www.webmanagercenter.com





Walletii by Ooredoo est désormais disponible en Tunisie avec un cashback instantané de 100 % sur le paiement des frais de scolarité



Tunis, Tunisie – 28 août – Ooredoo Fintech, en partenariat avec Ooredoo Tunisie, annonce le lancement officiel de Walletii by Ooredoo en Tunisie, un portefeuille mobile sécurisé et facile à utiliser, conçu pour simplifier les paiements du quotidien et favoriser une plus grande inclusion financière dans le pays.

Ce lancement associe une plateforme de services financiers numériques spécialement conçue à la force, à la présence et au réseau de distribution de confiance de la marque Ooredoo en Tunisie.

À l'occasion de son lancement, Walletii by Ooredoo propose une offre promotionnelle spéciale rentrée scolaire, destinée à rendre

le paiement des frais de scolarité plus simple et plus avantageux pour les familles. Jusqu'au 15 septembre, les clients qui utilisent Walletii by Ooredoo pour régler les frais de scolarité de leurs enfants bénéficieront d'un cashback instantané de 100 %, pour les paiements effectués pour un maximum de trois enfants par client.

Cette offre de lancement vise à faciliter la gestion de l'une des dépenses les plus importantes auxquelles les familles font face chaque année. Elle constitue également une première étape pour Walletii by Ooredoo, qui ambitionne d'apporter la même simplicité et la même valeur ajoutée à d'autres paiements du quotidien.

Walletii by Ooredoo permettra aux clients de payer leurs factures domestiques, envoyer et recevoir de l'argent, effectuer des dépôts et des retraits en toute sécurité auprès d'agents Walletii agréés à travers le pays, ainsi que régler leurs achats de produits alimentaires et autres dépenses quotidiennes par QR code, le tout depuis un seul portefeuille mobile sécurisé.

Cette solution offre ainsi aux familles et aux particuliers un moyen simple et fiable d'intégrer davantage de leurs paiements quotidiens à une expérience numérique moderne.

À ce sujet, Eyas Assaf, CEO d'Ooredoo Tunisie, a déclaré :

« Ooredoo Tunisie est fière de soutenir le lancement de Walletii by Ooredoo en mettant à contribution la force de notre infrastructure, notre présence sur le marché et la confiance

que nous avons construite auprès de nos clients à travers le pays. Grâce à notre réseau de distribution, à notre couverture et à nos nombreux points de contact avec les clients, nous contribuons à élargir l'accès à des services financiers numériques sécurisés et accessibles, tout en accompagnant la poursuite de la transformation de l'économie numérique tunisienne. »

Quant à Mirko Giacco, Directeur Général d'Ooredoo Fintech International, il a déclaré : « Le lancement de Walletii par Ooredoo en Tunisie reflète notre engagement à proposer des solutions financières digitales qui apportent une réelle valeur ajoutée au quotidien de nos clients. En permettant aux parents de payer plus facilement les frais scolaires tout en bénéficiant d'un cashback instantané, nous répondons à un besoin concret à travers une expérience numérique simple, sécurisée et avantageuse. Cette initiative constitue une étape supplémentaire dans notre volonté d'accélérer l'inclusion financière numérique et d'accompagner l'adoption croissante de services financiers innovants dans toute la Tunisie. » Le lancement de Walletii by Ooredoo en Tunisie vient renforcer la transition du pays vers des services financiers numériques plus sécurisés et adaptés aux

besoins locaux, soutenus par l'infrastructure de confiance d'Ooredoo et par la collaboration avec différents partenaires sur le marché.

Les clients sont invités à télécharger Walletii by Ooredoo depuis les boutiques d'applications officielles et à commencer à utiliser le service pour le paiement des frais de scolarité ainsi que pour leurs autres transactions quotidiennes, à mesure que la plateforme se déploie sur le marché tunisien.

Pour plus d'informations sur Walletii by Ooredoo, veuillez consulter www.Walletii.tn.

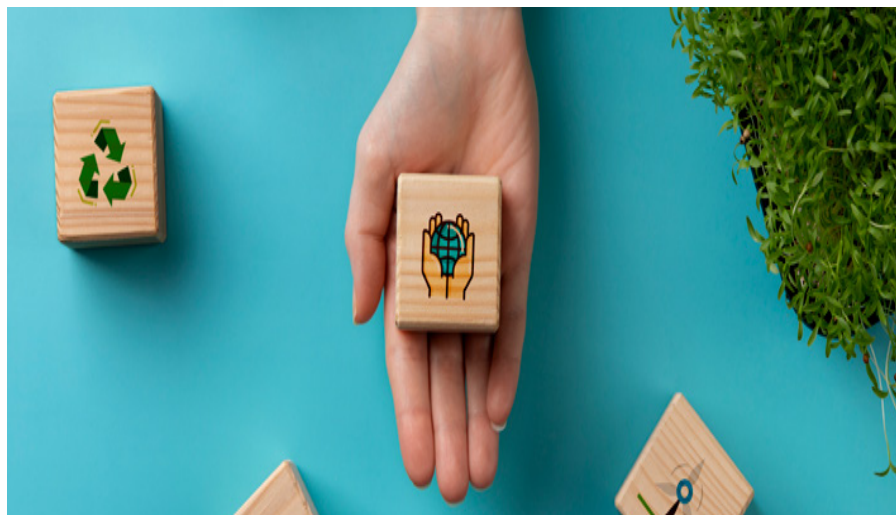
À propos d'Ooredoo Fintech

Ooredoo Financial Technology International est une filiale détenue à 100 % par Ooredoo Group, créée pour développer et déployer un écosystème fintech intégré à travers la région MENA. Grâce à des services financiers numériques innovants déjà disponibles sur plusieurs marchés, Ooredoo Fintech œuvre à favoriser l'inclusion financière en proposant aux consommateurs et aux entreprises des solutions sécurisées, réglementées et accessibles.

Pour plus d'informations, consultez Ooredoo Fintech.

Secteur bancaire et conformité ESG |

La stratégie de transformation RSE de la Banque de Tunisie



Longtemps cantonné à des postures théoriques ou des considérations d'image, le cadre RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) s'impose désormais comme le pivot de la conformité ESG et de la performance financière dans le secteur bancaire. Face au durcissement des exigences extra-financières et à la nécessité de maîtriser les risques opérationnels, la Banque de Tunisie (BT) a opéré un tournant stratégique à partir de

2023. Dans un entretien accordé à la rédaction, Salma Jrad, responsable RSE de l'institution, détaille la feuille de route déployée : bilan carbone pionnier, transition énergétique, mécénat territorial et gouvernance certifiée aux standards internationaux.

Du Pacte mondial à l'action territoriale : le virage opérationnel de la BT

Adhérente au Pacte mondial des Nations Unies dès 2016, la Banque de Tunisie a longtemps maintenu un engagement principalement

institutionnel. Le véritable déclic s'est opéré en 2023 sous la double pression de la réglementation prudentielle et des nouvelles attentes des parties prenantes. La publication du premier rapport de durabilité a marqué le lancement d'une stratégie RSE décentralisée, visant à fédérer l'ensemble du capital humain.

En interne, la banque a dépassé le cadre traditionnel de l'amicale pour intégrer la qualité de vie au travail au cœur de sa gouvernance. Des programmes médico-sociaux majeurs, à l'instar d'« Octobre Rose » ou du « BT Balance Boost Journey », ont été déployés hors de la capitale, touchant directement les pôles régionaux de Sousse

et Sfax en 2025 à travers des formations aux premiers secours, à la nutrition et à la gestion du stress professionnel.

Transition énergétique et décarbonation : une stratégie d'impact mesurable

Sur le plan environnemental, la BT s'est imposée comme le premier établissement bancaire tunisien à établir son bilan carbone dès 2023. Cette mesure s'est accompagnée d'initiatives de compensation ciblées, notamment deux campagnes de reboisement menées en 2024 et 2025 dans la région de Siliana, en partenariat avec la Direction générale des forêts et l'association Soul and Planet, permettant la plantation de 32 000 arbres dans une zone à forte vulnérabilité écologique.

Parallèlement, l'institution a accéléré son autonomie énergétique. En 2025, près d'une agence sur deux était raccordée à des installations photovoltaïques, tandis qu'une centrale solaire dédiée de 1 MW est entrée en phase de mise en service pour alimenter le siège social. Ce volet s'accompagne d'un plan de sobriété opérationnelle ciblant la réduction drastique des consommations de papier, de carburant et d'eau.

La Fondation BT et l'excellence organisationnelle : les nouveaux piliers ESG

L'année 2025 marque également la création de la Fondation BT, une entité destinée à structurer l'action sociétale autour de la santé, de l'éducation et de la culture. L'institution a investi plus de 250 000 dinars dans la rénovation d'infrastructures scolaires et le déploiement de classes préfabriquées dans les zones prioritaires. Côté santé, l'effort s'est traduit par la livraison de lits de réanimation et d'une ambulance médicalisée à l'hôpital universitaire de Gabès, ainsi que le rééquipement de centres de soins de base à Méthlaoui.

Sur le plan culturel, la relance en 2024 du Prix Abou Al Kacem Al Chebbi, fondé en 1984, inscrit la banque dans un rayonnement régional affirmé, abordant des thématiques engagées comme la « Résistance » en 2025. Enfin, la dimension gouvernance a été consolidée en 2025 par l'obtention de deux certifications internationales de référence : MSI 20000 pour la rigueur financière et AML 30000 pour la conformité anti-blanchiment. Une feuille de route globale qui illustre la mutation du secteur bancaire vers un modèle de développement durable et résilient.

[*Lire l'article en ligne -*](#)

Auteur: Amel BelHadj Ali

en bref

- **Rupture stratégique** : Passage en 2023 d'une adhésion théorique au Pacte mondial de l'ONU à une intégration RSE opérationnelle au quotidien.
- **Pionnier Vert** : Première banque tunisienne à réaliser son bilan carbone, complété par la plantation de 32 000 arbres à Siliana (2024-2025).
- **Autonomie Énergétique** : Près de 50 % des agences connectées au photovoltaïque et finalisation d'une centrale solaire de 1 MW pour le siège en 2025.
- **Impact Social** : Création de la Fondation BT en 2025, investissant notamment 250 000 DT dans la réhabilitation d'infrastructures éducatives d'urgence.
- **Excellence ESG** : Double certification internationale obtenue en 2025 avec les standards MSI 20000 (finance) et AML 30000 (conformité).

ils Ont Dit

Souveraineté

« La souveraineté ne se décrète pas : elle se construit par la capacité à créer de la richesse, et non à la taxer. » Le débat sur l'impôt sur la fortune dépasse la seule fiscalité. Il pose la question de la capacité de l'économie tunisienne à produire davantage de valeur plutôt qu'à intensifier les prélèvements.



E-commerce

« Le e-commerce est le moteur de croissance de demain, à condition d'assainir ses circuits. » La croissance numérique tunisienne offre un potentiel d'emploi et d'inclusion considérable. Son passage à l'échelle suppose néanmoins davantage de traçabilité, de formalisation et de confiance.



« La principale problématique réside davantage dans l'application des textes que dans leur contenu juridique. »

Préalable énergétique

« L'électricité disponible n'est pas une conséquence du développement. Elle en est le préalable. » La réussite du plan de développement 2026-2030 dépend d'abord de la continuité électrique. Sans réseau fiable, les milliards engagés risquent de ne pas se traduire en croissance réelle.



Productivité

« Une part importante de la crise économique et financière provient de la faible productivité de plusieurs entreprises et établissements publics et de l'enflure de la masse salariale. »



Investissement

« Pour les entreprises, la qualité de l'approvisionnement conditionne directement les décisions d'investissement. » La fiabilité électrique s'impose comme un facteur d'attractivité à part entière. Les coupures et micro-coupures augmentent les coûts cachés et fragilisent les décisions d'implantation.



Moins d'enfants, plus de seniors |

Pourquoi la démographie tunisienne va bouleverser notre économie



L'Institut national de la statistique (INS) a publié des projections démographiques inédites à l'horizon 2054. Le constat est sans appel : la Tunisie connaît l'une des mutations sociodémographiques les plus rapides du bassin méditerranéen. Entre effondrement de la

fécondité et vieillissement accéléré de sa population, le pays fait face à une transformation structurelle majeure. Loin d'être une simple contrainte budgétaire pour les systèmes de protection sociale, cette transition impose de repenser le modèle de croissance à travers la productivité

et l'émergence d'une véritable Silver Économie.

La métamorphose d'un modèle : de la baisse de la fécondité au boom des seniors

Les données publiées par l'INS dessinent une trajectoire démographique inédite. La Tunisie atteindra environ 12,160 millions d'habitants en 2030,

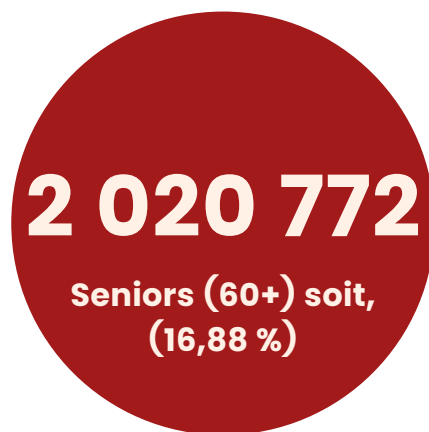


contre 11,970 millions en 2024 — soit une progression contenue de 190 000 habitants en six ans. Ce ralentissement s'explique par la chute de l'indice de fécondité, passé de plus de 3 enfants par femme en 1994 à seulement 1,54 en 2024. Parallèlement, la part des citoyens âgés de 60 ans et plus a grimpé à 16,88 % (contre 11,38 % dix ans plus tôt), dépassant désormais le cap symbolique des deux millions d'individus (2 020 772 personnes).



Cette population senior présente des caractéristiques géographiques et sociales marquées : plus d'un tiers (34,4 %) réside dans le district 2 (Grand Tunis, Nabeul, Zaghouan), tandis que le district 3 (Siliana, Sousse, Kasserine, Kairouan, Monastir, Mahdia) en concentre 23,48 %. Si 88 % d'entre eux bénéficient d'une couverture sanitaire, la protection sociale globale n'en couvre que 52 %, laissant apparaître une fracture de genre significative : 72,2 % des hommes sont couverts contre seulement 33,2 % des

femmes. Néanmoins, avec 69,7 % des seniors disposant d'un revenu régulier, ce groupe détient un pouvoir d'achat structurant pour l'économie.



Risques systémiques : finances publiques et marché du travail sous pression

La contraction relative de la tranche des 0-19 ans face à la stagnation de la population active (20-59 ans) altère progressivement le ratio entre actifs et inactifs. Pour les analystes, une lecture linéaire préfigure trois risques majeurs : le ralentissement de la croissance de la main-d'œuvre disponible, l'affaiblissement de la base contributive aux caisses de sécurité sociale (CNRPS et CNSS), et l'explosion des dépenses publiques consacrées à la santé et à la prise en charge de la dépendance.

L'INS prévient d'ailleurs que le pays entrera progressivement dans une ère de croissance démographique quasi nulle à l'horizon 2054. Face

Exclusion financière

Le projet de loi tunisien sur la lutte contre l'exclusion financière vise à élargir l'accès des citoyens aux services financiers, jugé insuffisant. Seuls 60 % des adultes utilisent les services bancaires ou postaux, tandis que les paiements non monétaires concernent 17 % de la population, les services financiers mobiles 3 % et l'assurance facultative 2 %.

Le ministère des Finances attribue ces faibles taux au coût et à l'inadaptation des offres, au manque d'information, à la protection insuffisante des consommateurs et à une faible culture financière.

Le texte prévoit d'élargir les activités de la microfinance, de soutenir la petite épargne, de diversifier la distribution des assurances, de renforcer la régulation et de réduire l'usage du cash en développant les paiements numériques dans le pays.

à ces contraintes budgétaires, le statu quo exposerait les finances publiques à un déséquilibre accru, remettant en cause la soutenabilité du modèle de redistribution traditionnel.

La Silver Économie : transformer le choc en opportunité industrielle

Face à ces défis, deux leviers stratégiques émergent. Le premier réside dans la montée en gamme technologique et le développement de la formation continue, indispensables pour compenser la stagnation numérique de la population active par un gain net de productivité. Le second levier repose sur

la structuration de la « Silver Économie ».

Loin d'être un poids financier, la tranche des 60-75 ans — souvent qualifiée de « jeunes vieux » — dispose d'un patrimoine et d'une capacité de consommation élevés. Médicalisation à domicile, services personnalisés, domotique et loisirs adaptés constituent un réservoir d'investissements et d'emplois qualifiés. Pour la Tunisie, l'enjeu ne consiste plus à subir le vieillissement, mais à bâtir un écosystème réglementaire et industriel capable de valoriser ce nouveau marché.

[Lire l'article en ligne -](#)

Auteur: Abou SARRA

en bref

- **Transition fulgurante :** La Tunisie enregistre l'une des mutations démographiques les plus rapides du bassin méditerranéen, marquée par une quasi-stagnation programmée à l'horizon 2054.
- **Effondrement de la fécondité :** L'indice est passé de plus de 3 enfants par femme en 1994 à 1,54 en 2024, provoquant un recul structurel de la tranche des 0-19 ans.
- **Cap des 2 millions :** Le pays compte désormais 2 020 772 seniors (60 ans et plus), représentant 16,88 % de la population, avec une concentration de 34,4 % dans le Grand Tunis et le Cap Bon.
- **Pression sociale :** Seuls 52 % des seniors bénéficient d'une couverture de protection sociale, révélant une inégalité de genre majeure (72,2 % des hommes contre 33,2 % des femmes).
- **Nouveau paradigme :** Face aux risques de déséquilibre budgétaire, la Silver Économie et la productivité technologique sont identifiées comme les nouveaux moteurs de croissance.

RADIO
DIASPORA
TUNISIA



Dr. Lobna Karoui

Dr. Tawfik Jelassi

invité
**DR. TAWFIK
JELASSI**

La Diplomatie à l'Ère du
Digital Exponentiel

Dans notre spéciale série « Nos Ambassadeurs de l'Excellence », nous vous dévoilons le parcours inspirant de Dr. Tawfik Jelassi, Ancien Doyen de l'École internationale de management des Ponts et Chaussées, Ancien ministre Tunisien et depuis Juillet 2021, sous-directeur générale de communication et d'informations de UNESCO.



CRÉDIT : LES TAUX D'INTÉRÊT DE RÉFÉRENCE DU 1^{ER} SEMESTRE 2026



PUBLICATION DES TAUX EFFECTIFS MOYENS ET DES SEUILS DE TAUX EXCESSIFS

Un arrêté de la ministre des Finances du 28 juillet 2026 publie les taux d'intérêt effectifs moyens par catégorie de crédits ainsi que les seuils au-delà desquels les taux sont considérés comme excessifs, conformément à la loi n° 64 de 1999 et au décret n° 462 de 2000.

TAUX D'INTÉRÊT EFFECTIFS MOYENS ET SEUILS DE TAUX EXCESSIFS (1^{ER} SEMESTRE 2026)

CATÉGORIE DE CONCOURS BANCAIRES	TAUX EFFECTIF MOYEN (%)	SEUIL DE TAUX EXCESSIF (%)	ÉCART (POINTS)
 1. Leasing (biens mobiliers ou immobiliers)	13,37	16,04	2,67
 2. Crédits à la consommation	11,23	13,47	2,24
 3. Découverts garantis ou non garantis par effets	12,29	14,74	2,45
 4. Crédits logement sur ressources ordinaires des banques	10,25	12,30	2,05
 5. Gestion des dettes	11,78	14,13	2,35
 6. Crédits à long terme	9,63	11,55	1,92
 7. Crédits à moyen terme	9,80	11,76	1,96
 8. Crédits à court terme (hors découverts)	9,57	11,48	1,91

À RETENIR



Le taux effectif moyen le plus élevé

Leasing (biens mobiliers ou immobiliers)

13,37 %



Le seuil de taux excessif le plus élevé

Leasing (biens mobiliers ou immobiliers)

16,04 %



Le taux effectif moyen le plus bas

Crédits à court terme (hors découverts)

9,57 %



Règle générale

Le seuil de taux excessif correspond à **+20 %** du taux effectif moyen.

POURQUOI CETTE PUBLICATION EST IMPORTANTE ?



POUR LES BANQUES

Un cadre réglementaire clair pour fixer leurs taux et rester dans les limites légales.



POUR LES EMPRUNTEURS

Un repère pour comparer les offres de crédit et éviter les taux excessifs.



POUR LES AUTORITÉS

Un outil de contrôle du coût du crédit et de protection des consommateurs.



POUR L'ÉCONOMIE

Plus de transparence et un financement mieux encadré pour soutenir l'activité.



Ces taux et seuils concernent les crédits accordés par les établissements bancaires et financiers au titre du 1^{er} semestre 2026, selon la méthodologie de calcul du taux effectif global.



Écotourisme |

Défouli, la startup qui veut réinventer le modèle touristique tunisien



l'intersection du sport, de la technologie et de l'économie circulaire.

« Notre identité repose sur une conviction forte : il est possible de vivre l'aventure tout en respectant et valorisant les écosystèmes locaux. »

Le pari du tourisme d'aventure et de l'ancrage territorial

L'industrie touristique tunisienne souffre depuis plusieurs décennies d'une dépendance structurelle au modèle balnéaire à faible valeur ajoutée. Face à cette atonie, Défouli propose une alternative fondée sur l'écotourisme sportif et l'exploration immersive. La startup cible prioritairement le Nord-Ouest tunisien — notamment les gouvernorats du Kef, de Jendouba ou de Siliana — des zones souvent tenues en marge des grands circuits marchands mais dotées d'un patrimoine biodiversifié et culturel exceptionnel.

Dans un paysage touristique historiquement hyper-concentré sur le littoral balnéaire, la jeune pousse tunisienne Défouli opère un virage stratégique vers les régions de l'intérieur.

En conjuguant éco-tourisme sportif, réalité

augmentée et création d'emplois verts, la startup portée par Wiem Barhoumi ambitionne de désenclaver les territoires à fort potentiel naturel tout en instaurant un modèle économique durable.

Décryptage d'une innovation territoriale à

L'objectif affiché dépasse le cadre de la simple randonnée : il s'agit de structurer une chaîne de valeur touristique inclusive. En s'appuyant sur les guides locaux, les artisans et les hébergeurs de proximité, l'entreprise entend générer des retombées économiques directes et mesurer précisément la création d'emplois verts au niveau régional.



« Nous privilégions une approche expérientielle : apprendre en vivant l'expérience, plutôt que par un discours théorique. »

Gamification et réalité augmentée au service du patrimoine

L'originalité du positionnement de Défouli repose sur l'intégration de la technologie au cœur de l'expérience physique. En introduisant des mécanismes de gamification et des modules en réalité augmentée, la startup enrichit l'exploration du terrain sans en altérer la dimension authentique. Ce choix permet de capter l'attention de cibles d'ordinaire plus éloignées des sorties nature, telles que les étudiants, les jeunes actifs ou les scolaires, tout en proposant des

formats de team building adaptés aux entreprises.

Sur le plan pédagogique, la préservation de l'environnement n'est plus dispensée sous forme de discours théorique, mais vécue de manière expérientielle à travers des défis interactifs. Le volet numérique vise également à fluidifier la préparation des sorties et à assurer un suivi écologique des parcours empruntés.

Trajectoire de financement et gestion des risques

Pour soutenir son déploiement national et attirer une clientèle internationale en quête d'expériences différenciantes, Défouli adopte un modèle de financement hybride. La startup associe la commercialisation

directe de ses prestations à la recherche de subventions d'impact et à l'ouverture de son capital à des investisseurs alignés sur des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Cette montée en charge s'accompagne d'une vigilance stricte sur la maîtrise des risques. Dans un secteur exposé aux aléas climatiques et aux contraintes réglementaires, la pérennité du projet repose sur la diversification des activités, des protocoles de sécurité rigoureux en montagne et une concertation permanente avec les municipalités et collectivités locales.

[Lire l'article en ligne -](#)

Auteur: Amel BelHadj Ali

en bref

- **Rupture avec le modèle balnéaire :** Revalorisation des territoires de l'intérieur (Le Kef, Jendouba, Siliana) par l'écotourisme sportif.
- **Hybridation technologique :** Intégration de la réalité augmentée et du jeu vidéo immersif pour sensibiliser à la protection du patrimoine.
- **Impact économique local :** Création d'emplois verts directs et indirects via la co-construction avec guides, artisans et prestataires locaux.
- **Diversification des cibles :** Offres sur-mesure pour les étudiants, entreprises (team building), familles et touristes internationaux.
- **Modèle financier hybride :** Développement appuyé sur les revenus opérationnels, le capital-impact et les fonds dédiés à la transition écologique.

Une cheffe tunisienne de 22 ans, Maram Rezgui, a brillé au concours international de Kazan 2026



Une cheffe tunisienne de 22 ans, Maram Rezgui, a brillé au concours international de Kazan 2026

Maram Rezgui, jeune cheffe tunisienne âgée de 22 ans

et diplômée du Centre de formation et de développement professionnel d'El Zohour, a décroché la deuxième place au concours international des jeunes chefs « Younes Ahmed Zianov », organisé à Kazan, capitale de la République du Tatarstan en

Russie.

L'événement s'est tenu dans le cadre du Forum international de Kazan 2026, rendez-vous économique et culturel de référence entre la Russie et le monde islamique. La compétition culinaire a réuni des participants venus de 13 pays du monde islamique, faisant de cette édition un véritable carrefour de gastronomies et de cultures.

Ce qui distingue le concours Younes Ahmed Zianov est son format particulièrement exigeant : le système de la « boîte noire ». Dans cette épreuve, les candidats ne découvrent les ingrédients mis à leur disposition que quelques instants avant le début de la compétition.

Improvisation, maîtrise technique et créativité culinaire sont ainsi mises à l'épreuve simultanément, dans un format qui ne laisse aucune place à l'approximation. La première place de cette édition est revenue au candidat égyptien Abdelrahman Mohsen.

La présence de Maram Rezgui à Kazan n'est pas le fruit du hasard.



Centres d'appels

L'interdiction du démarchage téléphonique sans consentement préalable s'appliquera en France le 11 août 2026. Cette loi impose le modèle de l'opt-in pour toutes les prospections commerciales, y compris celles issues de l'étranger. Cette réforme menace directement près de 100 000 emplois dans les centres d'appels au Maroc et en Tunisie.

Le virage de l'opt-in : la France siffle la fin de la récréation

Promulguée le 30 juin 2025, la nouvelle loi française entrera pleinement en vigueur le 11 août 2026. Son verdict est sans appel : le système de liste d'opposition "Bloctel" est supprimé au profit d'un modèle d'accord explicite et préalable du consommateur. Ce passage historique de l'opt-out à l'opt-in asphyxie de fait la prospection commerciale "dans le dur".

Les donneurs d'ordre traditionnels — banques, assurances, télécoms et e-commerce — doivent revoir de fond en comble leurs stratégies d'acquisition. Surtout, la loi dispose d'une portée extraterritoriale : les flux d'appels émis depuis l'étranger vers les résidents français tombent sous le coup de cette interdiction.

Maroc et Tunisie en première ligne face au choc

Si l'onde de choc est mondiale, l'épicentre des dommages collatéraux se situe au Maghreb. Le Maroc et la Tunisie, hubs historiques du "nearshore" francophone, se retrouvent en situation de vulnérabilité systémique. C'est l'activité de télévente et de prospection sortante qui subira le plein fouet de cette bascule.

Pour représenter la Tunisie sur la scène internationale, la jeune femme a dû d'abord s'imposer lors du concours national « Coupe des chefs », une compétition qui a rassemblé plusieurs jeunes cuisiniers issus de centres de formation professionnelle publics et privés à travers tout le pays.

C'est grâce à sa victoire dans cette sélection nationale que Maram Rezgui a obtenu son billet pour Kazan. Sur place, face à une concurrence internationale soutenue, elle a su se démarquer grâce à son savoir-faire, sa créativité et la qualité de sa présentation, confirmant ainsi le potentiel remarquable des jeunes professionnels formés en Tunisie.

Au-delà du classement, la compétition a mis en lumière la richesse des traditions gastronomiques du monde islamique. Le programme de l'événement a également inclus des séances de dégustation de spécialités inspirées des cuisines tunisienne, turque, malaisienne, libanaise et ouzbèke, préparées par des restaurants de Kazan à partir de recettes traditionnelles présentées par les participants.

Le président de l'Association des restaurateurs et hôteliers de la République du Tatarstan, Zoufar Gaïazov, a souligné que la participation internationale du concours ne cesse de croître, estimant que l'implication de

pays du monde islamique et d'Asie illustre l'importance du dialogue culturel et populaire dans le contexte international actuel.

La performance de Maram Rezgui est aussi une victoire pour le système de [formation professionnelle en Tunisie](#). Son parcours, de l'établissement d'El Zohour jusqu'au podium international de Kazan, démontre que les centres de formation professionnelle du pays sont capables de former des jeunes compétitifs à l'échelle mondiale.

D'ailleurs, le [ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle](#), Riadh Chaoud, a tenu à honorer mardi 19 mai 2026, la stagiaire Maram Rezgui, lauréate du concours international des jeunes chefs cuisiniers « Young Chefs International », tenu en Russie du 13 au 15 mai dernier, au siège du ministère.

À 22 ans, Maram Rezgui n'en est qu'au début d'une carrière qui s'annonce prometteuse. Sa médaille d'argent à Kazan constitue une source d'inspiration pour toute une génération de jeunes cuisiniers tunisiens qui rêvent de faire rayonner leur culture gastronomique au-delà des frontières.

Tekiano

La BERD et Attijari bank Tunisie renforcent leur partenariat de partage des risques



La facilité de partage des risques est portée à 70 millions d'euros, auxquels s'ajoutent 10 millions de dollars destinés aux investissements ESG

- **La BERD porte à 70 millions d'euros sa facilité de partage des risques avec Attijari bank Tunisie**
- **L'extension de la facilité améliorera l'accès**

au financement des entreprises à travers la Tunisie

- **La BERD accorde également une nouvelle facilité de 10 millions de dollars américains pour soutenir les investissements ESG ; les projets bénéficieront de subventions HIPCA financées par le Royaume-Uni**

La [Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement \(BERD\)](#) renforce l'accès au financement des entreprises tunisiennes en portant de [20 millions d'euros](#) à 70 millions d'euros la facilité de partage des risques ([Risk Sharing Facility](#), RSF) mise en place avec [Attijari bank Tunisie](#).

La BERD met également en place une facilité de 10 millions de dollars (8,6 millions d'euros) destinée à soutenir les investissements liés aux critères environnementaux,

sociaux et de gouvernance (ESG) des entreprises. Les sous-projets éligibles bénéficieront de subventions financées par le [Royaume-Uni](#) dans le cadre du [High-Impact Partnership on Climate Action](#) (HIPCA).*

L'extension de cette facilité permettra à Attijari bank Tunisie d'accorder davantage de financements à des entreprises opérant dans différents secteurs de l'économie, soutenant ainsi l'investissement et le développement du secteur privé en [Tunisie](#).

La facilité complémentaire de 10 millions de dollars soutiendra des investissements visant à améliorer la performance environnementale et sociale des entreprises. Les investissements éligibles pourront notamment concerner l'amélioration de l'efficacité énergétique, les installations d'énergies renouvelables et les technologies de réduction des déchets, ainsi que des initiatives

liées à la formation des employés, aux bonnes pratiques de travail, à la gestion des risques et à l'égalité des genres.

À ce jour, la BERD et Attijari bank Tunisie ont signé 25 sous-projets dans le cadre de la facilité de partage des risques, représentant environ 400 millions de dinars tunisiens (118,0 millions d'euros) de financement.

Grâce à la facilité de partage des risques, la BERD partage les risques avec les institutions financières partenaires, contribuant ainsi à mobiliser des financements pour des investissements favorisant la croissance économique, le renforcement du secteur privé et l'amélioration de l'accès au financement.

Depuis le début de ses opérations en Tunisie, la BERD a investi plus de 3,1 milliards d'euros dans 97 projets à travers le pays, dont 66 % au bénéfice du secteur privé.

* HIPCA est un partenariat multi-donateurs géré par la BERD. Les donateurs actifs sont l'[Autriche](#), le [Canada](#), la [Finlande](#), l'[Allemagne](#), les [Pays-Bas](#), la [Norvège](#), la [Corée du Sud](#), l'[Espagne](#), la [Suisse](#), [Taiwan](#), [CDE](#), le [Royaume-Uni](#) et les [États-Unis d'Amérique](#).

À propos de La BERD

La BERD porte à 70 millions d'euros sa facilité de partage des risques avec Attijari bank Tunisie

- L'extension de la facilité améliorera l'accès au financement des entreprises à travers la Tunisie
- La BERD accorde également une nouvelle facilité de 10 millions de dollars américains pour soutenir les investissements ESG; les projets bénéficieront de subventions HIPCA financées par le Royaume-Uni



Agroécologie |

Comment les «Living Labs» d'El Krib réinventent la recherche agricole en Tunisie



Le village agricole d'el krib, au nord ouest de Tunisie, a été au mois d'avril 2026, le théâtre d'un événement agro-écologique à portée développementale d'une grande spécificité. Le village, spécialisé dans la céréaliculture et l'oléiculture,

a reçu la visite d'une mission de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), union composée d'ONG de société civile ayant pour mission d'influencer, d'encourager et d'assister, dans le monde entier, la

conservation de l'intégrité et de la biodiversité de la nature. Elle est chargée, également de s'assurer que l'utilisation des ressources naturelles est faite de façon équitable et durable.

A l'origine de cette nouvelle tendance, un constat: «La science fonctionnant toute seule n'est plus acceptable : les utilisateurs et les citoyens demandent à être entendus et associés à la recherche agricole».

Objectif des living labs: diffuser des pratiques agro-écologiques à grande échelle

Au cours de cette visite les experts de l'UICN se sont rendus au Living Lab d'El Krib. Il s'agit d'une structure groupant des profils hétérogènes où techniciens, simples citoyens et exploitants agricoles réfléchissent, ensemble, aux fins d'entreprendre des travaux de recherche sur les cultures locales, d'en évaluer la biodiversité et valider les innovations mises au point, à cette occasion.

« La science fonctionnant toute seule n'est plus acceptable : les utilisateurs et les citoyens demandent à être entendus et associés à la recherche agricole. »

A El Krib, l'UICN a appliqué, durant cinq jours (5-9 avril 2026) sur le terrain, « le Land Health Monitoring Framework (LHMF) », un cadre de suivi de la biodiversité fonctionnelle, pour identifier les indicateurs les plus adaptés aux exploitations céréalières et oléicoles au Nord-Ouest.

Concrètement, la mission, a examiné, à la faveur, d'entretiens avec les agriculteurs locaux, les sols dégradés, les effets de sécheresse, l'érosion et autres phénomènes de dégradation...

Objectif des living labs: diffuser des pratiques agro-écologiques à grande échelle, au plus près des réalités locales et esquisser des solutions pour construire des systèmes agricoles plus résilients et durables.

Selon nos informations le projet d'El Krib a enregistré des succès évidents. C'est ce qui a amené d'autres partenaires de la Tunisie, à l'instar, du programme Horizon Europe (2025-2027) qui a pour objectif la promotion de l'innovation et de la recherche et de lancer, au mois de mars dernier, dans la même localité d'El Krib, autre Living Lab.

Ce second projet sera développé, cette fois ci dans le cadre du projet européen «Trans-Sahara pour une agroforesterie durable en Afrique». Ce projet vise à renforcer la résilience des

communautés rurales face au changement climatique en Afrique en s'appuyant sur des systèmes agroforestiers durables. Il utilise l'approche Water Energy Food Ecosystems (WEFE/ Eau-Énergie-Alimentation-Écosystèmes), plaçant la sécurité de l'eau au centre de la conception, de l'installation et de la gestion des systèmes agroforestiers pour répondre à des défis : sécheresse, dégradation des terres, rareté de l'eau... Abstraction faite de l'expertise développée dans la localité agricole d'El Krib, le mécanisme des laboratoires vivants (living lab) bénéficie d'un intérêt international de plus en plus grand.

« La science fonctionnant toute seule n'est plus acceptable : les utilisateurs et les citoyens demandent à être entendus et associés à la recherche agricole. »

Les living labs reconnus à l'international

Les premiers à s'en occuper, sont des organismes canadiens et français qui ont le plus investi



depuis, une dizaine d'années, pour le développement des living labs, ces dispositifs de recherche participatifs et innovants qui placent l'utilisateur au cœur des préoccupations.

A preuve, le premier Forum international des laboratoires vivants dans les agroécosystèmes a été co-organisé, à Montréal du 4 au 6 octobre 2023, par Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et l'Institut de recherche public français œuvrant pour un développement cohérent et durable de l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE).

Et pour être plus ou moins complet sur le sujet, nous pensons que cette pratique agro-écologique gagnerait à être généralisée à tout l'écosystème agricole en Tunisie pour une simple raison . L'ensemble des chercheurs agricoles en Tunisie estiment que la relance d l'agriculture passe indéniablement par l'association des exploitants agricoles aux solutions.

L'option pour la généralisation des living labs serait la panacée !!!!

Abou SARRA

en bref

- **L'événement** : Le village d'El Krib a accueilli en avril 2026 une mission de l'UICN dédiée à la conservation de la biodiversité et à la gestion durable des ressources.
- **La méthode** : Déploiement pendant 5 jours du Land Health Monitoring Framework (LHMF) pour évaluer la dégradation des sols et la sécheresse en collaboration directe avec les agriculteurs.
- **L'expansion** : Succès immédiat entraînant le lancement en mars 2026 d'un second Living Lab financé par le programme Horizon Europe.
- **Le concept WEFE** : Le projet européen « Trans-Sahara » introduit l'approche systémique Eau-Énergie-Alimentation-Écosystèmes pour structurer l'agroforesterie locale.
- **La recommandation** : Les experts et chercheurs préconisent la généralisation des Living Labs à toute la Tunisie pour relancer l'agriculture par l'innovation participative.

Tunisie - France - Italie

Depuis la pandémie, la France et l'Italie rivalisent pour revendiquer le statut de premier partenaire économique de la Tunisie. Cette compétition s'appuie toutefois sur une réelle complémentarité : la France demeure le premier client du pays et son principal investisseur industriel, avec 1 612 entreprises, tandis que l'Italie s'impose comme premier fournisseur et investisseur énergétique. Les projets ELMED,

Transmed et TANIT renforcent l'ancrage italien, alors que les investissements français accompagnent notamment la transition environnementale et énergétique. Par cette spécialisation sectorielle, les deux puissances méditerranéennes consolident un partenariat stratégique, diversifié et durable, dont la Tunisie tire profit pour ses échanges et investissements.

Cette dynamique offre au pays une position centrale entre l'Europe et l'Afrique du Nord. Elle favorise les exportations tunisiennes, soutient l'emploi industriel et ouvre de nouvelles perspectives dans les énergies renouvelables, l'hydrogène vert, les infrastructures électriques, l'agriculture et la gestion de l'eau, malgré une concurrence diplomatique toujours très visible aujourd'hui.

BRAND CONTENT

CONTENU DE MARQUE



CONTENU RÉDACTIONNEL

Diaspora tunisienne |

5 milliards de dinars et toujours la même question



Au 20 juillet 2026, les revenus du travail cumulés en espèces ont atteint 5,011 milliards de dinars, en hausse de 5,2 % sur un an, selon la Banque centrale de Tunisie. Ils dépassent de plus d'un milliard de dinars les recettes touristiques enregistrées à la même date. Une belle performance, assurément. Mais après l'addition vient la question : que fait-on de cette manne privée qui soutient, année

après année, les équilibres du pays ?

Cinq milliards de dinars en moins de sept mois. Qui dit mieux ?

Certainement pas le tourisme. Au 20 juillet 2026, les recettes touristiques cumulées se sont établies à 3,998 milliards de

dinars, contre 5,011 milliards pour les revenus du travail en espèces, selon les indicateurs de la Banque centrale de Tunisie.

L'écart dépasse ainsi un milliard de dinars. Autrement dit, pour quatre dinars apportés par le tourisme, les revenus du travail en ont fourni approximativement cinq.

Voilà la diaspora remise au centre du tableau. Non pas par un discours, une conférence ou une promesse, mais par une ligne statistique de la BCT.

La diaspora garde une longueur d'avance

Les chiffres sont éloquents. Les revenus du travail cumulés en espèces sont passés de 4,763 milliards de dinars au 20 juillet 2025 à 5,011 milliards un an plus tard. Soit une progression de 5,2 %.

Les recettes touristiques ont, elles aussi, avancé. Elles sont passées de 3,822 milliards de dinars à 3,998 milliards, soit une hausse d'environ 4,6 %.

Les deux moteurs tournent donc. Mais l'un garde une bonne longueur d'avance sur l'autre.

Cela ne diminue en rien l'importance du tourisme. Le secteur fait travailler les hôtels, les restaurants, les agences de voyages, les transporteurs, les artisans et une multitude de petits prestataires. Il génère de l'activité sur le territoire et irrigue plusieurs régions.

Les revenus du travail obéissent à une autre logique. Ce sont, pour l'essentiel, des ressources privées envoyées depuis l'étranger. Elles arrivent sur les comptes ou dans les poches des familles.

Elles servent à payer un loyer, financer des études, soigner un parent, rénover une maison ou simplement tenir jusqu'à la fin du mois.

Les deux flux apportent des devises. Mais ils ne racontent pas la même économie.

Le coussin de sécurité des ménages

Chaque été, les Tunisiens établis à l'étranger reviennent avec leurs valises, leurs projets et leurs dépenses. Cependant, leur contribution ne se limite pas aux voitures chargées qui débarquent à La Goulette.

Le gros du soutien est moins visible. Il circule par virements, transferts et opérations de change. Il ne fait pas toujours les gros titres, mais il s'inscrit dans la durée.

Pour les ménages bénéficiaires, ces fonds constituent souvent un coussin de sécurité. Ils amortissent la hausse des prix, complètent des revenus locaux insuffisants et permettent de faire face aux dépenses imprévues.

Pour l'économie nationale, leur rôle est tout aussi concret. Ces entrées alimentent le pays en devises et participent, avec les recettes touristiques et les exportations, au financement des paiements extérieurs.

Les 5,011 milliards de dinars ne sont donc pas une curiosité statistique. Ils montrent qu'une partie importante du soutien à l'économie tunisienne est produite hors de ses frontières.

Voilà le paradoxe : le pays bénéficie des revenus de compétences qui travaillent ailleurs.

Attention toutefois au mirage des milliards

Faut-il alors prendre les cinq milliards, les prolonger sur douze mois et annoncer déjà un nouveau record annuel ? Surtout pas.

La BCT publie ici une situation décadaire arrêtée au 20 juillet. Il s'agit d'un cumul provisoire, et non du résultat définitif de l'année 2026. Une extrapolation mécanique ignorerait les variations saisonnières et le rythme des transferts au cours des mois restants.

Autre précaution : la progression de 5,2 % est une hausse nominale. Elle mesure l'évolution des montants exprimés en dinars. Elle ne dit pas quelle quantité de biens et de services ces sommes permettent réellement d'acheter après prise en compte de l'inflation.

Les milliards font leur effet. Encore faut-il les faire parler correctement.

Il convient également de respecter le vocabulaire de la

Banque centrale. L'indicateur officiel porte sur les « revenus du travail cumulés en espèces ». Cette catégorie ne doit pas être assimilée sans réserve à toutes les définitions utilisées par les organisations internationales pour mesurer les transferts personnels ou les envois de fonds des migrants.

À chaque statistique son périmètre. Sans cela, la comparaison tourne vite au mélange des genres.

Une ressource privée, pas une caisse publique

Autre confusion fréquente : ces cinq milliards ne tombent pas dans les caisses de l'État. Ils appartiennent aux ménages qui les reçoivent ou aux personnes qui les déposent et les investissent.

L'État en tire un avantage macroéconomique, notamment parce que ces flux renforcent l'offre de devises et soutiennent la demande intérieure. Mais il ne peut pas les traiter comme une recette fiscale ou comme une ligne budgétaire disponible. La différence est de taille.

Les revenus du travail peuvent financer de la consommation, de l'épargne, un logement ou une petite activité. Mais rien ne garantit qu'ils deviennent automatiquement du capital productif. Un transfert familial n'est pas un investissement

industriel. Une maison construite n'est pas une entreprise exportatrice. Et un compte alimenté en devises ne crée pas, à lui seul, de nouveaux emplois.

Alors, comment passer du soutien familial à l'investissement ?

La réponse ne tient pas dans un slogan. Elle suppose des procédures simples, une réglementation lisible, des possibilités d'investissement crédibles et, surtout, de la confiance.

Car l'épargne ne se décrète pas. Et l'investissement encore moins.

Le vrai défi commence après le transfert

La Tunisie peut se féliciter de la progression des revenus du travail. Elle peut également saluer la hausse des recettes touristiques. Les deux évolutions sont favorables aux équilibres extérieurs du pays.

Mais la satisfaction ne doit pas devenir une politique économique.

La donnée de la BCT nous apprend que la diaspora continue de jouer son rôle. Elle transfère, elle dépense, elle soutient. Ce qu'elle ne dit pas, c'est la capacité du pays à transformer une fraction de ces flux en projets durables.

C'est pourtant là que se trouve le véritable défi.

Réduire les coûts de transfert, faciliter les opérations bancaires, rendre les règles de change plus compréhensibles et offrir des véhicules d'investissement transparents permettraient de donner davantage de portée économique à cette ressource.

La diaspora apporte déjà l'argent. À l'économie tunisienne de lui offrir les bons circuits.

(Mention éditoriale : Les opinions exprimées dans cette chronique n'engagent que leur auteur.)

en bref

- **5,011 milliards de dinars** de revenus du travail cumulés en espèces au 20 juillet 2026.
- **4,763 milliards de dinars** à la même date en 2025.
- **5,2 %** de progression sur un an.
- **3,998 milliards de dinars** de recettes touristiques cumulées.
- **1,013 milliard de dinars** d'écart en faveur des revenus du travail.



ATB

البنك العربي لتونس



SAYDALI by ATB

**UNE OFFRE PRESCRITE POUR
FAIRE GRANDIR VOTRE ACTIVITÉ.**

www.atb.tn      



NACEF et RNE |

Tout savoir sur les nouvelles obligations numériques des entreprises



Dans le but d'améliorer la transparence et la traçabilité des transactions commerciales à tous les niveaux, avec comme corollaire, un meilleur recouvrement fiscal, le gouvernement a tendance à mettre une forte pression sur les entreprises et prestataires de services.

Objectif : les amener à adopter dans des délais raisonnables, les applications mises au point à cette fin. Deux récents exemples méritent qu'on s'y attarde en raison de l'ampleur de leur effet d'entraînement.

Le premier concerne la généralisation des fameuses

caisses enregistreuses, dispositifs utilisés pour enregistrer transactions et paiements, garantissant gestion sécurisée et efficace des ventes commerciales. Ces dispositifs ont fait l'objet d'une application dénommée Système National de Caisses Enregistreuses Fiscales (Nacef).

L'exécution du Nacef évolue positivement

Objectifs du Nacef qui sera appliquée en quatre phases : renforcer la transparence fiscale, lutter contre la fraude fiscale, assurer une équité entre les contribuables en terme de paiement des impôts et taxes, garantir la traçabilité des transactions commerciales et fiabiliser les travaux de contrôle. A noter que le non respect de

cette obligation ou l'introduction des modifications à la caisse enregistreuse ou qui détruit ou falsifie les informations qui y sont enregistrées peut exposer le contribuable à des pénalités et des sanctions sévères (article 94 du code des droits et procédures fiscaux).

Pour revenir aux étapes, il y a lieu d'évoquer la plus urgente, celle qui sera exécutée, à partir, du 1er juillet 2026. Il s'agit de la deuxième phase de ce système sera généralisée aux personnes morales exerçant des activités de consommation sur place vente d'aliments ou de boissons préparés pour consommation sur place ou prêts à consommer, et qui offrent à leurs clients un service de restauration.



« La transformation digitale est le pilier d'une gouvernance responsable fondée sur la transparence. »

La première phase, mise en application, depuis le 1er novembre 2025, a touché les

prestataires de services suivants : restaurants classés touristiques, salons de thé, cafés de deuxième et troisième catégorie.

La troisième étape sera mise en œuvre dans une année, c'est-à-dire, à partir du 1er juillet 2027 et concernera les personnes physiques soumises au régime réel lesquelles seront tenues de déposer des déclarations mensuelles.

Et pour ne rien oublier, à partir du 1er juillet 2028, les autres personnes physiques exerçant des activités de consommation sur place. Seront obligées d'adopter ce système.

« **La digitalisation du RNE permettra une disponibilité des services 24/7 et la suppression totale des dépôts physiques.** »

Des entreprises mieux encadrées et mieux servies

Le deuxième exemple de digitalisation a trait au Registre National des Entreprises (RNE), site où sont immatriculées les entreprises (personnes morales et physiques) ainsi que leurs inscriptions modificatives.

La direction du RNE a appelé l'ensemble de ses usagers à adhérer au système d'identité

numérique, dans le cadre de sa transition vers la digitalisation intégrale de ses services. à partir du 1er juillet 2026.

Finalité du projet de digitalisation: garantir la disponibilité des services 7/7 et 24/24, simplifier davantage les procédures, réduire les délais de traitement et supprimer totalement le dépôt physique des dossiers auprès de ses guichets.

D'après la même source, les démarches relatives au dépôt et au suivi des dossiers seront exclusivement effectuées via le MobileID pour les personnes physiques, ou DIGIGO pour les personnes morales.

Digitilisation : le ministère des finances sur une bonne trajectoire

Par delà ces éclairages sur ces deux exemples de digitilisation hypermédialisés, le ministère des finances ne peut que s'en

féliciter tant ils sont conformes au progrès accomplis en la matière à l'échelle internationale. Et pour cause, les résultats d'un benchmark international relatif à la transformation digitale des services liés aux finances publiques ont permis de mettre en évidence une forte relation entre les chantiers de la transformation digitale et le développement de la gouvernance responsable, fondée sur les règles de la transparence et de l'équité.

En effet, de nombreuses expériences et divers indicateurs mettent en évidence cette relation et montrent l'impact de la transformation digitale sur la qualité de la relation entre l'administration et les usagers, dans un environnement fondé sur la consolidation des valeurs de simplification des procédures avec de réels impacts sur la progression de la modernisation du service public sous toutes ses formes.

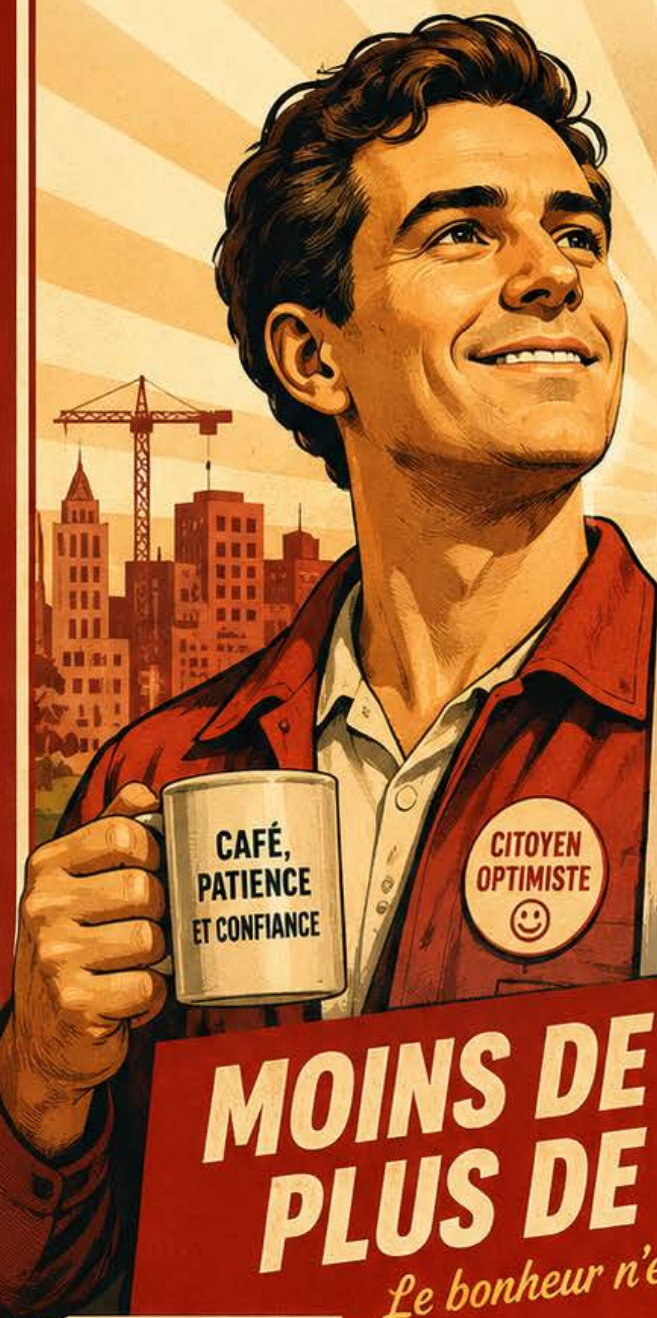
Abou SARRA

en bref

- **NACEF** : Système de caisses enregistreuses fiscales visant à garantir la traçabilité totale des transactions.
- **Calendrier NACEF** : Phase 2 dès le 1er juillet 2026 pour le secteur de la restauration ; échéances ultérieures pour les personnes physiques en 2027 et 2028.
- **RNE** : Digitalisation intégrale au 1er juillet 2026 via MobileID et DIGIGO ; fin des dépôts physiques.
- **Objectifs** : Renforcement du recouvrement fiscal, lutte contre la fraude et équité entre contribuables.
- **Cadre légal** : Sanctions sévères prévues par l'article 94 du code des droits et procédures fiscaux en cas de fraude.

BBA — RÉPUBLIQUE DU BONHEUR ÉCONOMIQUE

Remplaçons le PIB par ce qui compte vraiment.



**MOINS DE CROISSANCE,
PLUS DE CONFIANCE !**
Le bonheur n'est pas un luxe, c'est un indicateur.



Le Ministère de l'Économie Comportementale lance la réforme nationale du BBA. Dès le 1^{er} juillet, chaque décision publique sera évaluée selon son impact sur le Bonheur Brut Ajusté. Finies les politiques moroses ! Place à des budgets qui font sourire, des administrations bienveillantes et des réformes digestes. Le BBA guidera nos choix pour une prospérité joyeuse, équitable et durable.

Ensemble, construisons la première économie du bonheur au monde.

ET VOUS, QUEL EST VOTRE INDICATEUR DE BONHEUR AUJOURD'HUI ?

PARTICIPEZ À LA CONSULTATION NATIONALE SUR LE BBA.GOUV.BONHEUR

« Tierra Bendita » |

L'Andalousie danse sous les pierres de Carthage



Le Ballet Flamenco de Andalucía a présenté, jeudi 30 juillet, sa création *Tierra Bendita* au Théâtre romain de Carthage. Dirigé par Patricia Guerrero, le spectacle fait dialoguer l'héritage du flamenco avec une écriture chorégraphique contemporaine.

Dans la pénombre du Théâtre romain de Carthage, les silhouettes avançaient avec retenue. Un claquement de talon rompt le silence, bientôt rejoint par les guitares, les chants et les frappes

régulières du zapateado. Dès ses premières séquences, *Tierra Bendita* impose un flamenco dépouillé, précis et tendu.

Présentée dans le cadre de la 60^e édition du Festival international de Carthage, la création du Ballet Flamenco de Andalucía entraîne le public dans un voyage à travers les territoires, les rythmes et les mémoires de l'Andalousie. La compagnie ne cherche toutefois pas à reproduire une image figée de cette région : elle transforme

ses traditions en matière chorégraphique vivante.

Un patrimoine en mouvement

Conçu et chorégraphié par Patricia Guerrero, le spectacle associe l'esthétique du XVIII^e siècle aux langages scéniques du XXI^e. La musique originale de Jesús Rodríguez et José Luis Medina mêle les structures traditionnelles du flamenco à des sonorités plus contemporaines.

« À travers cette création, nous faisons découvrir un flamenco inspiré des recoins et des lieux les plus authentiques de notre région », a expliqué Patricia Guerrero à l'agence TAP avant la représentation. La chorégraphe a également exprimé son enthousiasme à l'idée de présenter le spectacle dans l'amphithéâtre de Carthage.

Sur scène, cette déclaration prend la forme d'une succession de tableaux. Drapées dans leurs châles de Manille, les danseuses commencent par des gestes sobres, presque contenus. Les mouvements s'élargissent ensuite, tandis que de longues robes jaunes apportent une couleur éclatante au plateau.

L'un des passages les plus marquants repose sur un pas de deux. Les deux solistes se rapprochent, se retiennent puis se séparent dans une construction exigeante. Leur dialogue physique traduit l'équilibre recherché par toute la création : respecter les codes du flamenco sans renoncer à une expression nouvelle.

Le chant au-delà des mots

Le spectacle gagne progressivement en intensité, porté par les quejíos, ces plaintes caractéristiques du chant flamenco, les guitares et les percussions. Même lorsque les paroles échappent à une partie du

public, la tension des voix et des corps suffit à transmettre le récit. L'immensité du théâtre antique donne une autre dimension aux déplacements collectifs. Les lignes formées par les danseurs répondent aux courbes de l'architecture, tandis que la lumière isole successivement un visage, un mouvement de bras ou une frappe de pied.

Créé en 1994, le Ballet Flamenco de Andalucía est la compagnie institutionnelle de la Junta de Andalucía. Il est dirigé depuis 2023 par Patricia Guerrero, lauréate du Prix national espagnol de danse en 2021. Son projet artistique revendique une rencontre constante entre tradition et recherche contemporaine.

Cette démarche accompagne la transmission d'un art inscrit depuis 2010 sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Le flamenco y est défini comme l'union du chant, de la danse et de la musique.

Au terme de la représentation, toute la troupe rejoint le plateau. L'ovation qui accompagne le salut final confirme que, le temps d'une soirée, la « terre bénie » célébrée par Patricia Guerrero a trouvé à Carthage un autre territoire où prendre racine.

Nouveau AUTOMOBILE 2025

Thermique,
Hybride,
Electrique

marques,
innovations,
chiffres clés !



www.webmanagercenter.com



À Hammamet, « Une mémoire vivante » retrace six décennies de création



Le Festival international de Hammamet a inauguré, le 31 juillet 2026, une exposition documentaire et numérique consacrée à son histoire. Installée à Dar Sebastian, elle accompagne la 60e édition du festival tout en célébrant les 62 ans de son théâtre de plein air.

Affiches anciennes, archives audiovisuelles et tableaux

numériques : le Festival international de Hammamet replonge dans sa propre histoire. Intitulée « Une mémoire vivante », l'exposition a ouvert ses portes le 31 juillet au Centre culturel international de Hammamet, à l'heure même où le théâtre de plein air célébrait le 62e anniversaire de son inauguration. Le choix de la date n'est pas fortuit. Le 31 juillet 1964,

le premier président de la République tunisienne, Habib Bourguiba, inaugurait ce théâtre construit face à la mer. La première soirée du festival avait alors accueilli Othello, dans une mise en scène d'Aly Ben Ayed. Cette représentation interarabe a marqué le lancement d'une manifestation appelée à devenir l'un des rendez-vous majeurs de l'été culturel tunisien.

Dix tableaux pour raconter un lieu

Ouverte jusqu'au 2 août, l'exposition propose un parcours composé de dix tableaux numériques. Elle retrace l'évolution architecturale et artistique d'un ensemble indissociable de l'identité de Hammamet : la ville, le théâtre et la villa Dar Sebastian.

Les affiches officielles des différentes éditions occupent une place centrale dans cette rétrospective. À travers leurs choix graphiques, leurs couleurs et les artistes annoncés, elles donnent à voir l'évolution des esthétiques autant que celle de la programmation.

Une partie du parcours est également consacrée au public. Photographies et documents visuels rappellent que la mémoire du festival ne se limite pas aux artistes qui ont occupé sa scène. Elle s'est aussi construite avec plusieurs générations de spectateurs.

L'exposition revient, par ailleurs, sur la construction du théâtre et rend hommage aux directeurs qui se sont succédé à la tête de l'institution. Un espace met en valeur la contribution de la Télévision tunisienne, qui célèbre elle aussi ses soixante ans, à travers une sélection d'archives audiovisuelles.

Une architecture devenue emblématique

Réalisé entre 1962 et 1964 par l'Atelier d'architecture et d'urbanisme, le théâtre compte environ 1 100 places. Son architecture en rond s'inspire des théâtres antiques tout en privilégiant la proximité entre les artistes et le public.

Il se trouve au cœur du domaine de Dar Sebastian, ancienne propriété de Georges Sebastian, construite dans les années 1920. Le site, dominant la Méditerranée, est progressivement devenu un lieu de création, de résidence et de diffusion artistique.

Cette exposition accompagne la 60e édition du FIH, programmée du 11 juillet au 13 août 2026 sous le slogan « Endless Memories ». Son programme réunit 32 spectacles et des artistes issus de 12 pays.

Après les annulations des éditions internationales de 2020 et 2021 dans le contexte de la pandémie, ce décalage explique pourquoi le festival célèbre en 2026 sa 60e édition, alors que son théâtre existe depuis 62 ans. En numérisant et en exposant ses archives, Hammamet ne se contente ainsi pas de célébrer le passé : le festival organise la transmission d'une mémoire culturelle appelée à nourrir ses prochaines éditions.



Study Skills

Dès la rentrée universitaire 2026-2027, un module « Study Skills » sera intégré à toutes les licences tunisiennes. Destiné aux étudiants de première année, il enseignera les méthodes d'apprentissage et les outils numériques. Les soft skills, ainsi que le français et l'anglais, seront renforcés durant les trois derniers semestres afin d'améliorer l'employabilité des diplômés.

Plusieurs centaines d'enseignants ont déjà été formés et une plateforme numérique assurera le suivi du programme, évalué sur trois ans. Par ailleurs, l'offre publique passera à 1 190 parcours de licence, capables d'accueillir près de 85 000 étudiants.

Les nouvelles formations privilégieront les technologies émergentes, l'interdisciplinarité et les métiers d'avenir. Une plateforme nationale proposera également des formations certifiantes en ligne, avec l'accompagnement des centres universitaires de carrières.



H O R S - S É R I E

RETRAITE

En Tunisie



Mario Biondi fait résonner la soul italienne sur la scène de Hammamet



Avec sa voix grave et son élégant mélange de soul, de jazz et de blues, Mario Biondi a transformé, dimanche 2 août, le théâtre de Hammamet en club à ciel ouvert. Le chanteur italien a revisité les titres emblématiques de sa carrière devant un public largement acquis à son univers. Une voix profonde, quelques notes de piano et une scène densément occupée par les instruments : Mario Biondi n'a pas eu besoin

d'un long préambule pour imposer son univers au Festival international de Hammamet.

Dès les premières mesures de No Show, puis de Cielo Stellato, le chanteur italien a installé cette atmosphère feutrée qui caractérise ses concerts, quelque part entre club de jazz, soul orchestrale et élégance méditerranéenne. Il a ensuite enchaîné avec Lo So et Jeannine,

alternant morceaux en italien et en anglais.

Vêtu de son timbre rauque et chaleureux, souvent rapproché de celui des grandes voix graves de la soul, Mario Biondi a occupé la scène avec décontraction. Plus que la puissance vocale, c'est sa capacité à moduler, à ralentir une phrase ou à laisser respirer les arrangements qui a donné sa cohérence au spectacle.

Une formation de musiciens polyvalents

Le chanteur était entouré de six musiciens évoluant au milieu d'un important dispositif instrumental : piano, guitares électrique et acoustique, flûte, contrebasse, basse, percussions et cuivres.

La plupart passaient avec aisance d'un instrument à l'autre, donnant aux arrangements une texture mouvante. Les éclairages, conçus pour accompagner les changements de rythme et d'atmosphère, ont renforcé cette impression de spectacle soigneusement construit sans prendre le dessus sur la musique.

Entre les morceaux, Mario Biondi a multiplié les échanges avec le public et les marques de reconnaissance envers son équipe. Il a notamment salué les qualités de son pianiste, présenté comme compositeur et chanteur, avant de lui céder le devant de la scène pour une interprétation de Flor de Liz, après Shine On.

Les rythmes de samba ont alors apporté une inflexion plus festive à la soirée. Une reprise de Oh Maria a poursuivi cette montée en intensité, portée par les applaudissements et les réactions d'un public où la communauté italienne était fortement représentée.

« This Is What You Are », le moment attendu

Le point culminant est arrivé avec This Is What You Are. Publié en 2006 sur l'album Handful of Soul, le titre reste, vingt ans plus tard, la signature musicale de Mario Biondi.

Dès les premières notes, une partie du public s'est levée tandis que les paroles étaient reprises en chœur. La chanson résume à elle seule la formule de l'artiste : une ligne de basse entraînante, des cuivres précis, une voix immédiatement reconnaissable et un équilibre entre sophistication jazz et efficacité populaire.

Cette tournée célèbre précisément les vingt ans de Handful of Soul, premier album de Mario Biondi et disque qui lui a ouvert les portes d'un public international. Le programme du festival présentait ainsi le rendez-vous de Hammamet comme l'une des étapes de cette tournée anniversaire.

Une soirée placée sous le signe de l'Italie

Au-delà du concert, la présence de Mario Biondi ouvrait « L'Été de la musique italienne », un programme soutenu par l'ambassade d'Italie à Tunis et l'Institut culturel italien. L'initiative s'inscrit dans les

célébrations du 70e anniversaire des relations diplomatiques entre la Tunisie et l'Italie.

Elle intervient également pendant la 60e édition du Festival international de Hammamet, organisée sous le slogan « Endless Memories ». La soirée prenait ainsi une dimension particulière : celle d'une rencontre culturelle entre les deux rives de la Méditerranée, portée moins par les discours que par un langage musical largement partagé.

Pour le dernier morceau, Mario Biondi a choisi Smooth Operator, le classique popularisé par Sade. Sa reprise, retenue et sans surcharge vocale, a clos le concert avec la même élégance que celle affichée dès son entrée en scène. Après deux décennies de carrière internationale, le chanteur italien n'a pas cherché à réinventer son personnage à Hammamet. Il en a plutôt confirmé la singularité : une voix grave, une formation précise et un répertoire capable de faire cohabiter le raffinement du jazz et l'énergie immédiate de la soul.

Pourquoi la Chine, les USA et la France investissent-ils les ruines romaines en Tunisie ?



Alors que les 44 000 sites archéologiques tunisiens demeurent la proie d'un pillage endémique alimenté par la quête de métaux précieux et de reliques, un phénomène parallèle prend une ampleur inédit : les chancelleries étrangères rivalisent de zèle pour financer et valoriser ce patrimoine universel. De Carthage à El Jem, la préservation des vestiges romains et puniques ne repose plus sur les budgets restreints de l'État tunisien, mais s'impose désormais comme le terrain d'affrontement feutré des grandes puissances géopolitiques à travers la diplomatie culturelle.

44 000

**Nombre de sites
archéologiques
en Tunisie**

1. La France et l'Allemagne : l'ancrage historique et la mémoire esthétique

Historiquement engagées dans la recherche archéologique sur le sol tunisien, les puissances

européennes consolident leur empreinte culturelle. En juin 2026, l'agence française Expertise France a lancé un appel d'offres stratégique dédié à la réhabilitation globale du musée de Carthage, articulé autour de la scénographie, de la restauration et de la valorisation paysagère. Du côté allemand, le partenariat scientifique amorcé en 1964 entre l'Institut archéologique allemand et l'Institut National du Patrimoine (INP) continue de porter ses fruits sur le site antique de Chemtou. Célèbre pour son marbre jaune (Giallo Antico) prisé par l'Empire romain, ce site

a révélé d'importants trésors monétaires de la fin de l'Antiquité, illustrant la pertinence d'une coopération académique de long terme.



« L'archéologie est devenue un instrument de diplomatie culturelle favorisant la sauvegarde d'un berceau de la civilisation méditerranéenne. »

2. Le virage chinois : de la découverte fortuite à la diplomatie d'infrastructure

L'entrée de la Chine dans le paysage archéologique tunisien marque une évolution majeure du partenariat bilatéral. À la suite d'un accord conclu en mai 2026, le Centre National Chinois d'Archéologie a octroyé un don d'équipements spécialisés à l'INP pour l'aménagement du site romain de Ben Arous. Découvert fortuitement en 2019 lors de la construction d'un complexe culturel financé par Pékin, ce complexe urbain et religieux de 9 000 m² s'apprête à ouvrir ses portes au public. À travers la prospection, l'identification céramique et le balisage du parcours muséal, la Chine démontre sa capacité à lier financement d'infrastructures

lourdes et valorisation du patrimoine local.

3. Les États-Unis et l'Italie : leviers financiers et proximité méditerranéenne

L'offensive américaine s'appuie sur des montants financiers massifs destinés à stimuler l'économie touristique. Via le projet Visit Tunisia, doté de 50 millions de dollars, et le Fonds des Ambassadeurs (AFCP), Washington a financé la restauration du Colisée d'El Jem (à hauteur de 2 millions de dinars), du site de Sbeitla et des citernes romaines d'Ouedhna. Enfin, l'Italie tire parti de sa proximité géographique et historique pour

maintenir une présence continue : la collaboration sur le site de Carthage entre l'Université Sapienza de Rome et l'INP réaffirme le rôle central de la Tunisie dans l'espace méditerranéen. Face à la défaillance des budgets publics locaux, l'archéologie tunisienne est devenue un instrument majeur de soft power international.



« La Chine a accordé à l'INP un don d'équipements pour le site de Ben Arous, tandis que le projet américain Visit Tunisia injecte 50 millions de dollars. »

en bref

- **Paradoxe national** : Les 44 000 sites archéologiques tunisiens souffrent du pillage local tandis que les diplomaties étrangères financent massivement leur sauvegarde.
- **Projet Carthage 2026** : Lancement en juin 2026 d'un appel d'offres par Expertise France pour la réhabilitation muséale et paysagère du musée de Carthage.
- **Incursion chinoise** : Don d'équipements par le Centre National Chinois d'Archéologie pour valoriser le site romain de 9 000 m² découvert à Ben Arous.
- **Manne américaine** : Plus de 50 millions de dollars mobilisés via le programme Visit Tunisia et l'AFCP pour les sites d'El Jem, Sbeitla et Ouedhna.
- **Axe Rome-Berlin** : Maintien de partenariats scientifiques historiques à Chemtou (Allemagne) et Carthage (Italie) pour l'étude du patrimoine méditerranéen.



Le monde continue de tourner. Parfois grâce au soleil, parfois sous la fièvre, et parfois franchement de travers. Voici les trois choses que Mister W. retient de la semaine.

La claque positive

Quand un barrage tunisien se met au solaire

Et si le soleil, souvent accusé de vider nos barrages, pouvait aussi les aider à survivre ?

Le 27 août, la Tunisie a lancé une étude pour installer une centrale photovoltaïque flottante pilote sur le barrage de Sidi El Barrak, à Béja. L'idée est plutôt élégante : produire de l'électricité solaire directement à la surface de l'eau tout en cherchant à réduire l'évaporation des réserves hydriques. Deux problèmes, une même surface. Pour une fois que l'équation ressemble à autre chose qu'à un casse-tête budgétaire.

Finalement, mettre le soleil à contribution plutôt que de simplement le maudire, ce n'est déjà pas si mal. — Mister W.

Panique à bord

Le thermomètre mondial vient de perdre son plafond

Pendant des années, 1,5 °C a été présenté comme la ligne rouge climatique à ne pas franchir. Cette semaine, le discours s'est brutalement durci.

Un nouveau rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement estime désormais que le dépassement temporaire de cette limite devient pratiquement inévitable compte tenu des émissions actuelles. Même dans les scénarios les plus ambitieux, la température mondiale pourrait culminer autour de 1,8 °C avant de redescendre, à condition d'accélérer très fortement la réduction des émissions et le captage du carbone. Avec les politiques actuellement engagées, la trajectoire pourrait être nettement plus élevée.

Nous avons une ligne rouge. Nous voilà en train de négocier la couleur du dépassement. — Mister W.

L'absurde en action

Le lac Ontario devient américain... sur ordonnance

Vous trouviez que les frontières étaient suffisamment compliquées ? Bonne nouvelle : la géographie vient d'entrer dans le débat politique.

Le 27 août, Donald Trump a annoncé vouloir rebaptiser, côté américain, le lac Ontario en "Lake America", avec effet immédiat selon ses déclarations, dans un contexte de nouvelles tensions commerciales avec le Canada.

À ce rythme, les atlas auront bientôt besoin d'une mise à jour quotidienne. — Mister W.

« La semaine prochaine, on reparlera peut-être d'humains raisonnables... mais ne rêvons pas trop. » MISTER W.

Tunisie |

Anatomie d'un État bloqué dans la « République du Tampon »



Alors que le discours officiel ne jure que par la transition numérique et les portails intelligents, la réalité quotidienne des citoyens tunisiens se heurte à un labyrinthe bureaucratique immobile. Entre cartes grises introuvables et prises en charge médicales vitales suspendues à des lettres recommandées, l'inertie administrative coûte cher en temps, en capital et parfois en vies humaines. Analyse d'une fracture systémique.

Le paradoxe de la modernité en trompe-l'œil

Albert Einstein rappelait fort justement que la bureaucratie réalise la mort de toute action. En Tunisie, le constat s'impose avec une cruauté singulière : la modernisation administrative reste confinée aux tribunes ministérielles. Sur le terrain, la photocopie recto verso de la carte d'identité, la copie conforme et la

législation de signature règnent en maîtres absolus. Nous sommes entrés de plein fouet dans la « République du Tampon », un modèle archaïque où l'affichage technologique masque mal un rituel procédural immuable.

Cette schizophrénie institutionnelle paralyse l'activité économique et désespère l'utilisateur. Deux cas d'usage du quotidien résument à eux seuls ce

choc brutal entre l'aspiration à la modernité et l'obsolescence des pratiques : l'immatriculation des deux-roues et l'accès aux soins via la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM).

L'absurde calvaire de la mobilité et de la santé

Acquérir un deux-roues devrait relever d'une démarche commerciale basique. En Tunisie, cela marque le début d'un pèlerinage kafkaïen. Entre les procédures douanières opaques et la saturation de l'Agence Technique des Transports Terrestres (ATTT), le véhicule neuf est condamné à l'immobilité sous peine de confiscation. Un blocage absurde qu'un simple Certificat Provisoire d'Immatriculation (CPI) assorti d'un QR code résoudrait immédiatement.

Le constat devient tragique dans le secteur de la santé. Un patient atteint de maladie chronique doit affronter le parcours du combattant de la CNAM : consultations, va-et-vient aux guichets, puis l'attente irrationnelle d'une lettre recommandée par voie postale pour obtenir un accord de prise en charge. Dans ce labyrinthe où statuent des commissions centrales, l'administration exige de vérifier avant de soigner. L'attente elle-même devient une pathologie.

La peur du changement face à la volonté politique

Comment expliquer cette résistance ? La coexistence de textes réglementaires caducs et de défis technologiques crée un enchevêtrement complexe. La peur des responsabilités individuelles et la culture ancrée du papier poussent les agents à imprimer des courriels pour les classer dans des chemises cartonnées. Les systèmes d'information fonctionnent en silos étanches, obligeant l'utilisateur à réinjecter indéfiniment les mêmes pièces justificatives.

Pourtant, la machine tient encore grâce à des cadres dévoués qui contournent l'absurdité

du cadre légal pour débloquer les dossiers. Mais l'abnégation individuelle ne saurait remplacer une réforme structurelle. La généralisation réelle de la carte Labbes, l'extension d'E-CNAM et l'instauration de processus 100 % dématérialisés ne relèvent pas de la faisabilité technique, mais d'un arbitrage politique fondamental. La modernité n'est plus une option narrative : c'est un acte de souveraineté.

[Lire l'article en ligne](#) - Auteur: Amel BelHadj Ali

en bref

- **Friction administrative majeure** : Le fossé persiste entre la communication sur la digitalisation et l'exigence quotidienne de papier, tampons et légalisations.
- **Blocage des deux-roues** : La saturation de l'ATTT et la lourdeur douanière privent les citoyens de leurs véhicules, faute de Certificat Provisoire d'Immatriculation immédiat.
- **Lenteurs vitales à la CNAM** : L'usage persistant du courrier recommandé pour valider les prises en charge médicales met en danger la vie des assurés sociaux.
- **Facteurs d'inertie** : La culture du papier, la fragmentation des systèmes d'information en silos et la peur des responsabilités freinent la transition.
- **Impératif de décision** : La vraie modernisation nécessite la généralisation effective de la carte Labbes et la suppression des rituels bureaucratiques caducs.

RADIO DIASPORA TUNISIA

*the voices of
the diaspora*



in partnership with



La compétence ne se mesure pas seulement aux résultats visibles



Rompre avec la domination des diplômes et des titres est indispensable en Tunisie. Mais remplacer cette culture du prestige par une obsession du résultat immédiat risquerait de dévaloriser le travail de fond, la continuité des institutions et les réformes dont les effets n'apparaissent qu'à long terme.

Dans le débat économique et managérial tunisien, une conviction gagne du terrain : seule

une transformation concrète permettrait de reconnaître la véritable compétence. L'idée répond à une faiblesse ancienne. Pendant des décennies, le diplôme, le grade administratif ou la proximité avec une institution prestigieuse ont souvent été considérés comme des preuves suffisantes de capacité.

Remettre en cause cette « république des diplômes » est salutaire. Comme l'a récemment

souligné le dirigeant Haithem Bouagila dans une prise de position managériale, le diplôme ne représente qu'un potentiel et la fonction ne constitue qu'un cadre. La compétence doit aussi se démontrer dans l'action.

Cette exigence devient toutefois problématique lorsqu'elle réduit toute évaluation au résultat spectaculaire et rapidement mesurable.

Le résultat dépend aussi du contexte

Une performance n'est jamais produite dans le vide. Elle dépend des budgets, de la stabilité politique, de la qualité des équipes, de la réglementation et de la conjoncture économique. Deux responsables présentant des capacités comparables peuvent obtenir des résultats très différents selon l'environnement dans lequel ils interviennent.

Un dirigeant compétent peut ainsi échouer à mener une réforme lorsqu'il ne dispose ni des ressources ni du soutien institutionnel nécessaires. À l'inverse, une réalisation favorable peut être facilitée par des circonstances exceptionnelles, sans constituer la preuve d'une capacité durable.

Attribuer une réussite collective à un seul « transformateur » simplifie également à l'excès le fonctionnement des organisations. Derrière un projet abouti se trouvent souvent des ingénieurs, des chercheurs, des techniciens et des cadres intermédiaires dont la contribution demeure peu visible.

Préserver constitue aussi une performance

Le culte du résultat favorise généralement les grands projets,

les lancements et les annonces. Il valorise moins l'entretien des infrastructures, la prévention des risques ou la transmission des compétences.

Pourtant, empêcher la dégradation d'un réseau d'eau, maintenir la continuité d'un service public ou préserver une institution stratégique peut produire davantage de valeur qu'une réforme spectaculaire mais fragile.

Dans l'administration comme dans l'entreprise, le travail de maintenance est rarement récompensé. Son succès se mesure souvent à ce qui ne s'est pas produit : une panne évitée, une crise contenue ou une compétence rare conservée. Cette contribution est difficile à présenter dans un tableau de bord, mais elle reste essentielle à la résilience économique.

Évaluer l'impact dans toutes ses dimensions

L'exigence de résultats doit donc être maintenue, sans devenir un dogme. Une évaluation crédible devrait intégrer au moins quatre dimensions : la réalisation des objectifs, les moyens mobilisés, la durabilité des effets et la capacité à transmettre.

Les méthodes employées comptent également. Un résultat obtenu au prix d'un endettement

excessif, d'un affaiblissement institutionnel ou d'une dépendance accrue ne peut être considéré isolément comme une réussite.

La Tunisie a besoin de responsables capables de transformer. Elle a tout autant besoin de professionnels qui construisent patiemment, préservent les acquis et préparent la relève. La compétence réelle ne se résume ni au diplôme encadré dans un bureau ni au trophée managérial exposé dans une présentation. Elle se mesure à la valeur durable laissée à la collectivité.

Le Message de Carthage

Communiqué du Sénat de Carthage

Tablette retrouvée à Byrsa, 217 av. J.-C.

Les prix montent plus vite que les éléphants en colère.
Le peuple calcule, le Sénat consulte, les marchands sourient.
Carthage ne baisse pas les bras, seulement les prix... quand c'est possible.
Tiens bon, Citoyen : même Rome n'a pas d'inflation éternelle.



Par ordre du Sénat de Carthage
Service des scribes et vérités approximatives

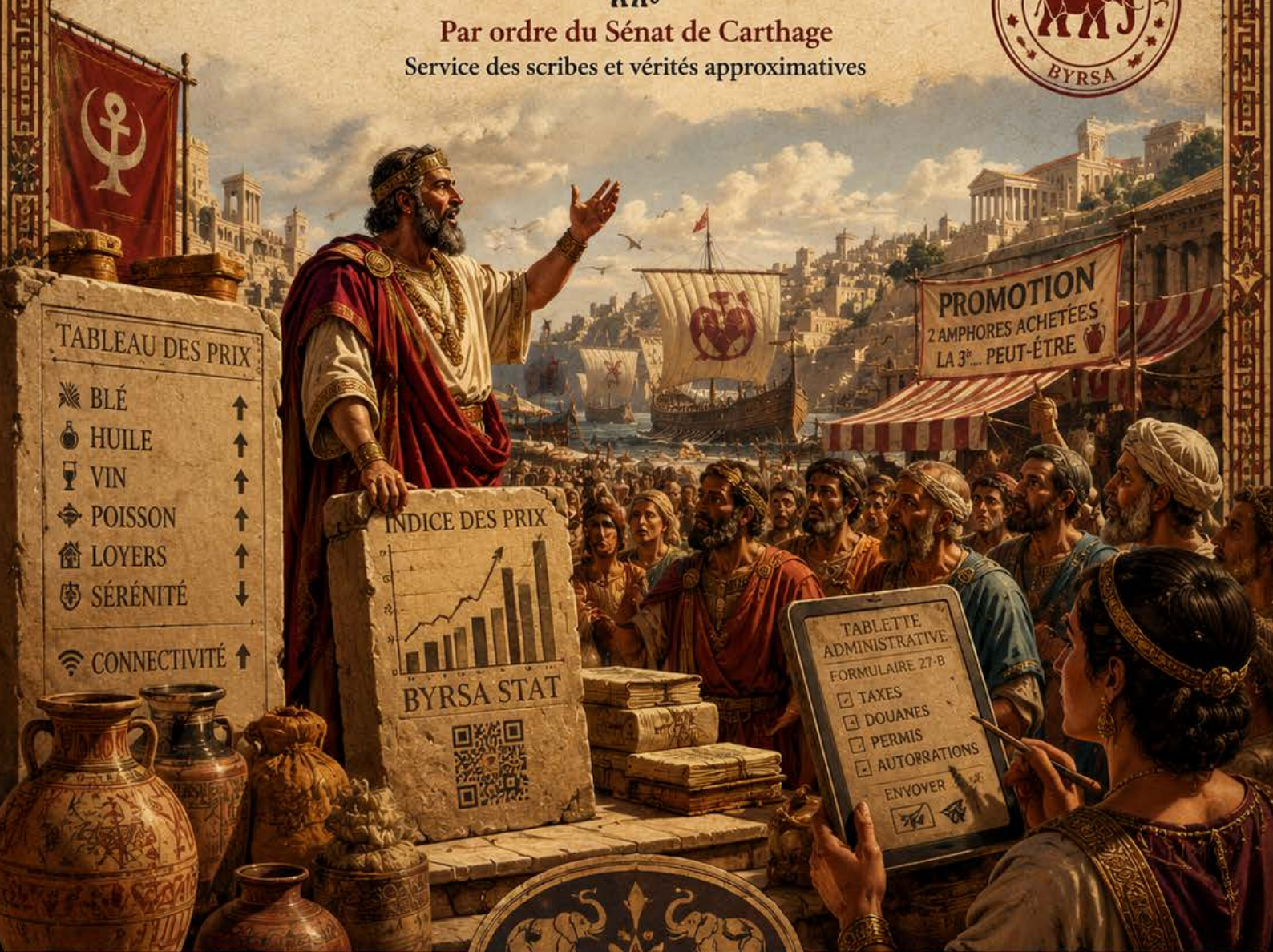


TABLEAU DES PRIX

✿ BLÉ	↑
🛢️ HUILE	↑↑
🍷 VIN	↑↑
🐟 POISSON	↑↑
🏠 LOYERS	↑↑
🛡️ SÉRÉNITÉ	↓
📶 CONNECTIVITÉ	↑

INDICE DES PRIX



BYRSA STAT



TABLETTE ADMINISTRATIVE

FORMULAIRE 27-B

- ☒ TAXES
- ☒ DOUANES
- ☒ PERMIS
- ☒ AUTORISATIONS

ENVOYER



#InflationPunique

#CarthageRésiste



Nouveau Toyota **bZ4X** 100% électrique

Un SUV de nouvelle génération
Propulsé par l'innovation





VISA
Infinite

BT Infinite

L'éluxe à portée de main

